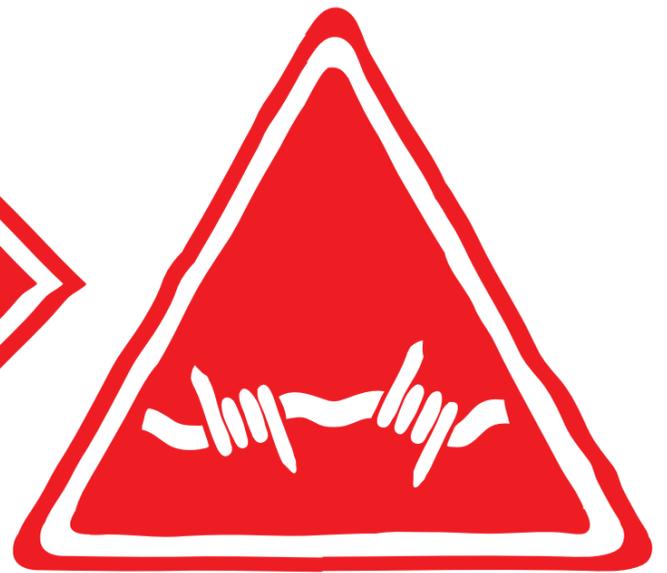


HÔPITAUX ABANDONNÉS

VIES MISES EN DANGER

LIBERTÉS BAFOUÉES



UNE GESTION

CATASTROPHIQUE

DE LA CRISE SANITAIRE

Dossier

CRISE SANITAIRE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Budget : valse des milliards
au profit du capital
Page 2

PREMIER PLAN

Conflit Azerbaïdjan-Arménie :
les grandes puissances soufflent
sur les braises? Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Italie : un pays toujours
plus gris
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec David Dufresne
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

Budget : valse des milliards au profit du capital

Le gouvernement a présenté lundi 28 septembre son projet de budget pour 2020. Il est basé sur une prévision de recul du PIB de 10% en 2020 et un rebond de 8% en 2021. Ce qui est hasardeux vu l'emballage de la pandémie. Le détail de ce budget sera certainement modifié en fonction des évènements mais son fil directeur est simple : favoriser les entreprises et limiter au minimum le coût des mesures de protection de la population. Le volet « entreprises » se situe dans le prolongement du « plan de relance », avec notamment la baisse des impôts de production et celle de l'impôt sur les sociétés. Ces mesures n'auront aucun effet positif sur la situation en 2021 : tous les économistes un peu sérieux en conviennent, y compris ceux favorables à des aides aux entreprises. Mais le pouvoir persiste : moins les entreprises payent d'impôt, mieux c'est, sans aucune contrepartie. Les premiers gagnants vont être les grands groupes, libres de continuer à fermer des établissements et à supprimer des emplois. L'austérité est du côté des dépenses, que le gouvernement vise à comprimer par rapport au niveau atteint en 2020, tant pour les dépenses de l'État (tout en continuant à aider les entreprises) que pour celles de la Sécurité sociale. Le nombre total des emplois publics baisse légèrement. Aucun emploi supplémentaire n'est en particulier prévu dans la santé ni dans l'éducation, au moins pour faire face au rebond de l'épidémie. Le déficit public passerait de 10,2% du PIB cette année à 6,7% l'année prochaine malgré la baisse des impôts sur les entreprises et la première étape de la suppression de la taxe d'habitation pour les 20% de ménages aux revenus les plus élevés. Les plus riches vont continuer à bénéficier de la transformation de l'impôt sur la fortune et de la réduction de l'impôt sur les revenus du capital. Quant à l'écologie, le prétendu « budget vert » comprend une foule de mesures disparates et plus ou moins utiles et il enterre une préconisation de plus de la Convention citoyenne sur le climat : un malus sur les voitures les plus lourdes. Autrement dit, derrière la valse des milliards, les services publics et la grande majorité de la population vont continuer à payer la crise. Et ensuite, ce sera plus d'austérité au nom du remboursement de la dette. À cette logique, il faut opposer un plan de revendications qui, en matière budgétaire, doit en priorité comprendre les embauches nécessaires dans la santé et l'éducation et, pour les financer, une taxe de crise sur les grandes fortunes et les hauts revenus. Mais seules des mobilisations d'ampleur lui donneront une réalité.

BIEN DIT

On n'oublie pas ce que Christine Renon a dénoncé, c'est plus que jamais d'actualité.

Lors de la marche en hommage à Christine Renon le 26 septembre, un an après son suicide.

À la Une

Crise sanitaire et sociale : en finir avec les fausses alternatives

«Au-delà des questions morales, une société, pour survivre, doit donner priorité à sa reproduction sur la conservation de ses personnes âgées, je suis désolé de le rappeler.» Ainsi s'exprimait l'historien-démographe Emmanuel Todd dans les colonnes de l'hebdomadaire Marianne daté du 18 septembre. En tenant ces propos, Todd récidive : en avril dernier, il expliquait en effet dans une interview à l'Express que «[l']on ne peut pas sacrifier les jeunes et les actifs pour sauver les vieux». Ou comment formuler une fausse alternative, mortifère, à l'heure d'une crise sanitaire qui provoque de nombreuses inquiétudes.

Avec la crise économique, sociale, écologique et sanitaire que nous traversons, les fausses alternatives de ce type sont légion. La santé ou les emplois ? Les jeunes ou les vieux ? Les libertés publiques ou la lutte contre la pandémie ? Autant de questions que certains posent avec plus ou moins de cynisme et plus ou moins d'arrière-pensées, mais qui ne manquent pas de contribuer à structurer le débat public, alors que le gouvernement a fait le choix d'une politique qui ne rassure personne, sinon les grandes firmes et les grandes fortunes, et que les malfaisants de tout ordre surfent allégrement sur les – légitimes – inquiétudes qui existent dans la population.

Les jeunes ou les vieux ?

Ces fausses alternatives déforment la perception que tout un chacun peut avoir des « solutions » face à la crise actuelle. Ainsi en va-t-il de l'opposition factice entre les jeunes et les vieux, fondée sur la croyance selon laquelle, au nom de la lutte contre le Covid, on brimerait la jeunesse pour protéger les plus âgés. Notons tout d'abord qu'elle exclut de l'équation les personnes « non âgées » dont l'état de santé présente des risques majeurs en cas de contamination au Covid... Et soulignons ensuite qu'elle induit une causalité largement discutable – et discutée – selon laquelle la protection des plus âgés passerait avant tout par une restriction des droits et des libertés des plus jeunes : il suffit de voir la situation dans les EHPAD, plus généralement des hôpitaux, et les revendications des salariéEs de ces établissements pour comprendre que les problèmes sont ailleurs (manque de personnels,

de place, de matériel, etc.), sans parler des conditions misérables dans lesquelles vivent de nombreux et nombreuses retraités à cause de la faiblesse de leurs pensions. Ce discours rejoint d'ailleurs, en miroir, celui visant à imputer aux jeunes le redéveloppement de l'épidémie, comme si la question était la responsabilité de chacunE et non les indigentes politiques de santé du gouvernement, qui font tout reposer sur les individus, à l'inverse de véritables politiques de santé publique : information, prévention, service public hospitalier de qualité, gratuité de la santé et des protections, etc.

La santé ou les emplois ?

Dans un autre registre, la fausse alternative entre la santé et les emplois, qui repose sur le double postulat de la nécessaire croissance et de la toute-puissance du patron dans son entreprise, est particulièrement malhonnête... et dangereuse. Au nom de l'exigence revendiquée de

TENUE
RÉPUBLICAINE
ACCEPTABLE



CHARMAG

ne pas « mettre le pays à l'arrêt » et/ou « l'économie à genoux », on nous explique ainsi qu'il faut « assouplir les protocoles sanitaires », voire « assumer le risque » pour la santé des salariéEs. Sont ainsi exclues du champ de la discussion toutes les questions – légitimes – qui se sont posées avec acuité lors du confinement : quelles sont les productions réellement utiles ? Quels sont les domaines desquels le privé doit être exproprié pour en finir avec les logiques de rentabilité ? Comment organiser le travail dans les secteurs indispensables, en écoutant en premier lieu les salariéEs, afin d'éviter les contaminations ? Comment partager davantage le travail, en réduisant massivement sa durée hebdomadaire sans perte de salaire, pour que cette réorganisation globale ne se fasse pas au détriment des salariéEs ? Comment financer tout cela en prenant l'argent là où il est, plutôt que de dilapider des dizaines, voire des centaines de

milliards d'argent public, pour des « plans de relance » dont les recettes n'ont jamais fonctionné ?

Les libertés publiques ou la lutte contre la pandémie ?

Quant à l'opposition entre les libertés publiques et la lutte effective contre la pandémie, elle s'inscrit dans la fausse alternative selon laquelle le combat contre le développement du Covid passerait nécessairement par des mesures contraignantes, imposées d'en haut. Le pouvoir porte une responsabilité écrasante dans la diffusion de cette idée, en raison de sa gestion autoritaire de la crise sanitaire et des incohérences de son discours, entre autres et notamment sur les masques. La méfiance, voire la défiance, s'est installée, à l'égard des mesures de protection sanitaire, qu'il s'agisse des masques justement, ou plus globalement des gestes barrières, sans même parler du tracking et de l'application Stop Covid. Sortir de cette fausse alternative impose de rappeler que la seule possibilité de lutter collectivement contre une épidémie comme le Covid est de refuser toute forme d'infantilisation et de (se) convaincre que « les seules mesures qui sont vraiment respectées, ce sont celles que chacun s'impose, car il ou elle les a construites, est persuadé de leur justesse, et que le collectif lui donne les moyens de les respecter tout en continuant à vivre » (1). En d'autres termes : une véritable démocratie sanitaire, où la population est correctement informée, pleinement associée aux décisions et à leur mise en œuvre, et où l'auto-organisation et les solidarités se substituent à l'autoritarisme et aux sanctions.

Julien Salingue

1 – Voir notre dossier (pages 6-7).

NOUVELLE-CALÉDONIE-KANAKY

« Construisons ensemble une nouvelle nation »

Dimanche 4 octobre aura lieu le deuxième référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie-Kanaky. Nous publions la position de nos camarades du Parti travailliste.

Un Oui massif n'a de sens que s'il est porté par tous, sur la base d'un projet commun, construit autour des fondamentaux du pays Kanak. 150 ans de colonisation, avec 30 ans d'accords,

ont creusé le fossé entre les communautés, marginalisant encore, malgré la croissance, les Kanak en particulier.

Ces 30 ans d'accords, ou de gestion, ou de pouvoir local, devaient être les 30 ans de transition. Le nouveau projet de société ne peut refléter les échecs d'une politique bipolariste de suivisme ces 30 dernières années. Que veut-on pour notre pays ? Il s'agit d'affirmer que « ce pays, appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenu votre aussi depuis Nainvilles-Roches impliquant la vocation à être Kanak au sein d'une seule et

même nation ». Faisons le pari d'un oui massif nationaliste pour un nouveau modèle de gouvernance de notre pays.

Clore la période coloniale

Un kanak interculturel, un kanak inclusif, intégrant tous les citoyens de ce pays quels que soient leurs origines, mais désormais acteurs de notre avenir au sein de la nouvelle nation kanak. Être kanak aujourd'hui, c'est être aussi calédonien et être un homme libre. D'où le nom proposé pour notre pays – Kanaky – afin de tourner la page

de l'ère coloniale, tout en intégrant les Calédoniens qui se reconnaissent dans cette désignation historique et fondamentale.

L'échec des 30 ans d'accords, accentuant encore le phénomène de bipolarisation politique et l'échec du vivre ensemble, c'est d'abord la résultante d'une politique locale, minée par la conquête du pouvoir au lieu d'une véritable phase de transition politique vers la pleine souveraineté, tout en se laissant bercer par un modèle occidental obsolète, faisant de notre pays un nouvel eldorado de l'axe indo-Pacifique au détriment de nos populations légitimes. Il est temps de mettre fin au bipolarisme, source de ségrégations, de divisions, et de conflits stériles qui, depuis 30 ans, nous ramènent à une radicalisation inutile et menacent constamment notre avenir et celui de nos enfants.

Un monde à changer

POLITIENS ET BUSINESS. On se souvient d'Édouard Philippe: ce chef du gouvernement (jusqu'au 3 juillet dernier) qui, pendant trois ans, s'est arc-bouté pour refuser la moindre augmentation de salaire aux personnels de santé et des EPHAD. Eh bien, ce monsieur, pour assister à une dizaine de réunions par an, va toucher de 40 000 à 50 000 euros à partir de l'année prochaine: 20 000 de fixe plus 2500 euros par réunion. 2500 euros alors qu'une infirmière d'échelon 1 gagnait (avant les revalorisations insuffisantes du «Ségur») 1827 euros brut par mois, soit moins de 1500 euros net (hors les primes correspondant aux gardes de nuit et de week-end)!

En effet, Édouard Philippe vient de se faire désigner au conseil d'administration du groupe ATOS (services informatiques). Il pourra bien sûr, parallèlement à sa nouvelle activité, continuer à percevoir les indemnités liées à ses mandats politiques, soit 8400 euros par mois grâce à sa double casquette de maire et de président de la métropole du Havre. Au-delà du scandale que représente le fait de toucher 2500 euros pour participer à une réunion, cette nomination est une nouvelle illustration de la symbiose entre les dirigeants politiques et le monde des affaires. Édouard Philippe est loin d'être le seul cas. Et il n'y a pas que des dirigeants de droite: venant de la «gauche» (du PS en fait), il y a entre

autres Hubert Védrine (ministre des Affaires étrangères sous Jospin), Jean-Marie Le Guen (personnalité du PS et membre du gouvernement sous Hollande), Fleur Pellerin (également ministre de Hollande). Pour l'instant, Édouard Philippe joue encore petit bras: d'autres multiplient les mandats d'administrateur avec trois ou quatre postes. Un des champions en la matière est Nicolas Sarkozy qui est multicartes avec l'hôtellerie (le conseil d'administration d'Accor pour 85000 euros), les casinos (groupe Barrière, également propriétaire du Fouquet's sur les Champs-Élysées), les médias (groupe Lagardère) et enfin les holdings de Stéphane Courbit (qui est l'un des principaux producteurs télé au monde). À qui fera-t-on croire que c'est pour leurs extraordinaires capacités que ces politiciens sont courtisés par le business? Une illustration, entre autres, du fait que l'État est bien l'instrument de la bourgeoisie, non seulement parce qu'il défend les intérêts de la classe dominante mais parce que les relations entre business et politique prospèrent sous diverses formes: participation aux conseils d'administration mais aussi aller-retour entre public et privé de la haute fonction publique (dont Macron, avec son passage dans la banque, est un exemple). L'intérêt général dont ces dirigeants aiment à se gargariser dans leurs discours est le paravent de sordides intérêts pour lesquels les «derniers de cordée» ne sont que des pions.

Dans la *Fin de l'homme rouge*, l'écrivaine biélorusse Svetlana Alexievitch donne la parole à Margarita, une Arménienne qui a grandi à Bakou en Azerbaïdjan, et qui a dû fuir cette partie sud du Caucase lorsque, entre 1988 et 1994, elle a basculé dans la guerre quand l'Azerbaïdjan et l'Arménie, dans le contexte de la fin de l'URSS, se sont affrontés autour de l'enclave du Karabakh. La guerre s'est terminée en 1994 par un cessez-le-feu bancal qui n'a pas arrêté les accrochages sporadiques¹. Les spécialistes ont dit le conflit «gelé» ou «mal éteint»². Il vient de se réveiller le week-end des 26 et 27 septembre, avec des combats qui auraient fait au moins 100 morts et des centaines de blessés, dont les dirigeants et chefs militaires d'Azerbaïdjan et d'Arménie se renvoient la responsabilité. Jusqu'où l'engrenage peut-il mener? À une nouvelle hécatombe de près de 30 000 victimes et plus d'un million de réfugiés, comme à l'issue de la flambée d'il y a près de trente ans, autour de ce Karabakh du bout du monde, une région des plus pauvres mais située au carrefour d'enjeux économiques (puits de pétrole et gazoducs) et de rivalités géostratégiques?

Toute une histoire

Bien avant la fin de l'URSS qui a vu ses marges ensanglantées de conflits nationaux, le Caucase était une zone de «grand jeu» pour les

CONFLIT AZERBAÏDJAN-ARMÉNIE

Les grandes puissances soufflent sur les braises?

Pourquoi le conflit dans le Haut-Karabakh, province arménienne d'Azerbaïdjan qui lutte pour son indépendance depuis la chute de l'URSS en 1991?

puissances impérialistes et leurs «protégés» régionaux. S'y sont affrontés au 19^e et au début du 20^e siècle, avant leur écroulement, les empires russe, ottoman, perse – sous le contrôle et les appétits de la Grande-Bretagne. Le succès de la révolution russe a rebattu les cartes. En 1905, des bolcheviks arméniens avaient joué un rôle majeur dans des grèves du pétrole à Bakou, du côté des travailleurs azéris qui étaient sauvagement exploités. Mais dans les années 1918 à 1922 extrêmement troublées (des troupes allemandes défaits quittent le Caucase, des troupes anglaises les remplacent, à leur tour poussées dehors par les bouleversements politiques liés à la révolution bolchévique – naissance des nouvelles républiques socialistes soviétiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan), la politique des bolcheviks russes n'a pas réussi à résoudre les problèmes nationaux. Entre

autres pour ménager l'alliance avec l'assemblée nationale de Mustapha Kemal, un découpage territorial a été négocié en mars 1921, qui ouvrait la porte à des conflits ultérieurs.

Plaies ouvertes

Il est impossible de retracer ici les multiples et dramatiques étapes de ce conflit qui s'est réveillé à la fin de l'URSS, au moment de la course aux indépendances post soviétiques, d'une manifestation à Erevan d'un million de personnes le 26 février 1988 pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie, au pogrom anti-arménien de Soumgaït (banlieue industrielle de Bakou) à la fin février 1988, suivis d'atrocités similaires anti-azéris, avant que les uns et les autres ne s'entretuent dans une vraie guerre avec, des deux côtés, un armement russe. Sur fond d'étranglement économique des plus pauvres, dans une Arménie quasiment coupée du monde

par le blocus de la Turquie et un Azerbaïdjan où les clans au pouvoir accaparent la manne pétrolière, toutes les surenchères guerrières sont possibles.

Aujourd'hui les flammes repartent. Derrière l'Arménie et l'Azerbaïdjan et des plaies nationales jamais refermées que des dirigeants pyromanes se plaisent à raviver, il y a les intérêts complexes de la Russie et des États-Unis, de la Turquie et de l'Iran... même s'il est schématique de réduire le conflit – comme le font certains – à une confrontation entre les axes Moscou-Erevan-Téhéran d'un côté, Washington-Bakou-Ankara de l'autre.

Michelle Verdier

1 – L'Arménie, militairement victorieuse, en sortait avec le contrôle de 13% du territoire azerbaïdjanais (dont des zones hors l'enclave du Karabakh).

2 – Jean Radvanyi, préface à Romain Thomas, *Russie et Caucase, Jeux d'influence et nouveaux défis*, Ellipses, 2013.



USTKE

Un autre modèle économique, politique et institutionnel
Le Parti travailliste, au sein du MNSK [Mouvement nationaliste pour la

souveraineté de la Kanaky], propose un projet de Constitution où le peuple Kanak accueille en son sein toutes les cultures du pays,

constituant avec elles le peuple de Kanaky. Les principes fondamentaux des droits de l'homme et du citoyen seront respectés et la question de la terre, élément fondamental de nos revendications et encore aujourd'hui source de problèmes que l'héritage colonial ne peut régler, sera traitée en ce sens.

Cette Constitution du pays Kanak garantit, entre autres, le droit et le devoir de chacun, quel que soit son origine, langue, sexe ou appartenance religieuse. Le nationalisme économique promet la montée en valeur de nos ressources pour une orientation systématique des politiques publiques vers la formation et l'insertion encadrée de nos jeunes pour une valorisation optimisée de nos ressources dans le respect de nos espaces de vie. La création d'un fonds souverain et d'une fiscalité adaptée renforcera

notre autonomie financière, et permettra de stabiliser notre monnaie, tout en maintenant un niveau de vie adéquat à nos concitoyens. La maîtrise de nos ressources est une nécessité afin d'assurer des services publics de qualité. Le PT, au sein du MNSK, proposera la gratuité des soins et de l'éducation, avec un service renforcé à nos personnes âgées. Au lendemain du Oui (ou du Non), le PT, au sein du MNSK, en tant que mouvement de libération nationale ouvert à tous les nationalistes, sera à la table des négociations. Nous ne portons pas un Oui pour une indépendance-association, une forme de nouvelle colonisation masquée où perdurera ad vitam aeternam le bipolarisme politique, mais bien pour une véritable nation libérée qui aura la charge de nouer avec les autres nations du monde des relations d'interdépendance.

Le chiffre

750 \$

C'est le montant des impôts fédéraux payés par le riche Donald Trump en 2016, année de son élection, et en 2017. Au total, Trump n'a payé aucun impôt durant 10 des 15 années précédentes.



Agenda

19 septembre-17 octobre, marche nationale des sans-papiers.

Jeudi 1^{er} octobre, ciné-débat autour du film *Un pays qui se tient sage* de David Dufresne, Paris 6^e. À 20h, au cinéma Les 3 Luxembourg, 67, rue Monsieur-Le-Prince.

Vendredi 2 octobre, rassemblement pour la libération de Georges Abdallah, Paris 11^e. À 18h, place de Ménilmontant.

Lundi 12 octobre, manifestation pour les «4 de Melle» contre la répression dans l'éducation!, Poitiers. À 13h devant le rectorat de Poitiers.

Mardi 13 octobre, Rencontres de la librairie La Brèche avec Omar Slaouti et Olivier Le Cour Grandmaison, Paris 12^e. Voir page 10.

Samedi 17 octobre, manifestation nationale des sans-papiers, Paris.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org

NO COMMENT

Moi quand je vais dans la rue, et que je vois des jeunes filles avec des crop tops, ça me déconcentre!

ALAIN FINKIELKRAUT, LCI, 23 septembre 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HONG KONG

Le dragon et la poule aux œufs d'or

Dans son dernier livre¹, le militant hongkongais Au Loong Yu utilise l'image du dragon et de la poule aux œufs d'or pour symboliser le conflit entre le régime chinois et la population d'un territoire jouant un rôle clé dans les flux financiers entre la Chine et le reste d'une planète sur laquelle Xi Jinping rêve d'établir sa suzeraineté.

En 2019, Hong Kong a connu les plus grandes mobilisations de son histoire. Les jeunes en ont été les principaux moteurs. Ils et elles étaient excédés par la volonté de Pékin d'aligner Hong Kong sur les normes en vigueur sur le continent. L'annonce d'un projet de loi permettant d'extrader toute personne sur le continent chinois afin de la faire condamner par des tribunaux aux ordres a mis le feu aux poudres.

Deux difficultés majeures

Malgré le dynamisme et le courage des participants, ce mouvement souffrait de deux difficultés majeures : – un rapport de forces objectif très défavorable : la Chine continentale est près de 200 fois plus peuplée que Hong Kong, et c'est l'un des États les plus puissants et les plus répressifs du monde ; – le régime chinois est en capacité de mettre au point une stratégie redoutablement efficace et d'y affecter des moyens matériels et humains considérables. Le mouvement de Hong Kong a expérimenté une succession de tactiques différentes : manifestations de masse à vocation non violente, affrontements décentralisés plus violents, actions de proximité dans les quartiers, présentation de candidatEs aux élections locales, prolifération de syndicats militants, etc.

Face à la toute-puissance du régime, une action convergente des populations du continent et de Hong Kong aurait été nécessaire. Mais seule une minorité de HongkongaisES ont agi dans ce sens. Une aile xénophobe beaucoup plus puissante s'en est par contre pris aux originaires du continent, rendant encore plus difficile une telle convergence. Une grande partie de la gauche internationale a failli à son devoir de solidarité élémentaire. De leur côté, certainEs HongkongaisES ont recherché un soutien du côté des gouvernements étrangers, et notamment celui des États-Unis, ce qui a facilité la propagande de Pékin selon laquelle le mouvement était dû à des « *ingérences étrangères* ».

À partir de janvier 2020, la Covid a rendu encore plus périlleuses les manifestations, et le rapport de forces s'est encore davantage dégradé.

Face à la contre-offensive de Pékin

Tout cela a permis à Pékin de mettre en place une contre-offensive cohérente. Celle-ci a franchi un cap décisif le 30 juin 2020 avec la promulgation d'une loi sur la « *sécurité nationale* », encore plus liberticide que le projet de loi d'extradition que le pouvoir avait été contraint de retirer.

Une répression croissante touche majoritairement les jeunes, mais également des universitaires, des responsables politiques, des syndicalistes, etc.² En 15 mois, plus de 10 000 personnes ont été arrêtées³. Des raisons d'espérer toutefois :

– le 24 novembre 2019, alors que le mouvement semblait dans une impasse totale après la fin démoralisante de l'occupation des universités, l'opposition a remporté une victoire écrasante lors des élections locales, démontrant que l'immense majorité de la population restait toujours favorable au mouvement ; – vers la même époque une multitude de nouveaux syndicats militants sont apparus. Celui du secteur hospitalier public a lancé début février une grève réussie de cinq jours consécutifs qui a contraint le gouvernement à prendre enfin quelques mesures élémentaires face au Covid alors en plein essor. Des éléments existent donc pour qu'une stratégie de résistance dans la durée voit le jour. Reste à la gauche internationale d'y contribuer, notamment en s'impliquant dans la solidarité face à la répression.

Pierre Rousset et Dominique Leroue

1 – *Hong Kong in Revolt: The Protest Movement and the Future of China* (Pluto Press).

2 – Voir notamment les nombreux articles disponibles sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique191>

3 – <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article54764>

ÉTATS-UNIS **Trump refuse de promettre un transfert du pouvoir sans résistance**

Donald Trump a refusé lors de plusieurs interviews de promettre qu'il quitterait sans résistance le pouvoir s'il perdait la prochaine présidentielle. Ces déclarations provoquent la consternation parmi le public, le Parti démocrate et même dans le propre parti de Trump.

TRUMP CHOISIT AMY CONEY BARRETT



Trump veut fausser les élections

La leader démocrate à la Chambre, Nancy Pelosi, a déclaré à Trump : « *Vous n'êtes pas en Corée du Nord ; vous n'êtes pas en Turquie ; vous n'êtes pas en Russie, Monsieur le Président, et en passant, vous n'êtes pas en Arabie saoudite. Vous êtes aux États-Unis d'Amérique. C'est une démocratie, alors pourquoi n'essayez-vous pas un instant d'honorer votre serment à la Constitution des États-Unis ?* » Même le chef du Sénat républicain, Mitch McConnell, qui a fermement soutenu Trump, s'est senti obligé de faire une déclaration, en tweetant : « *Le vainqueur des élections du 3 novembre inaugurera son mandat le 20 janvier. Il y aura une transition ordonnée comme il y en a eu tous les quatre ans depuis 1792.* » La plupart des politiciens républicains essaient d'éviter les commentaires.

Joe Biden est en tête des sondages dans les États incertains (« *swing states* »). De nombreuses femmes, des électeurEs blancs de la classe ouvrière et des électeurEs plus âgés abandonnent Trump. Celui-ci a

donc travaillé pour fausser les élections. Il a réduit les ressources du service postal, ce qui empêchera le retour rapide des bulletins de vote par correspondance. Il a intenté des poursuites contre quatre États – l'Iowa, le Nevada, le New Jersey et le Montana – et contre la nation Navajo pour rendre le vote par correspondance plus difficile. Il affirme que les bulletins de vote par correspondance ne permettront pas de déterminer le vainqueur de l'élection. On s'attend à ce que, dans certains États, le décompte final n'ait pas lieu pendant des jours, voire des semaines, après le jour du scrutin. Trump fait pression pour pourvoir immédiatement la vacance à la Cour suprême créée par la mort de Ruth Bader Ginsburg, affirmant que la Cour pourrait devoir décider du résultat de l'élection.

Que pourrait-il se passer après le scrutin ?

– Il est pratiquement impossible pour Trump de remporter le vote populaire, mais s'il obtient une majorité claire au collège électoral, il sera le vainqueur et conservera ses fonctions, libre de continuer à procéder à la transformation autoritaire du système politique.

– Si Trump remporte une élection que les Démocrates jugent injuste ou volée, le Parti démocrate tentera des recours judiciaires pour annuler l'élection mais le procureur général (ministre de la Justice, nommé par Trump) fera en sorte de retarder toute décision. Il y aura sans aucun doute des manifestations massives. Trump pourrait appeler l'armée à réprimer les manifestations. Ses partisans, souvent armés, pourraient également venir combattre ses adversaires.

– Si Trump perd clairement les élections mais refuse de reconnaître sa défaite et de quitter la Maison Blanche avant le 20 janvier, cela pourrait ouvrir un conflit encore plus profond. Dans ce cas de figure, l'armée pourrait devenir un facteur décisif en refusant d'obéir aux ordres de Trump, et œuvrer à sa destitution et à l'installation de Joe Biden au pouvoir. Si cela devait se produire, le rôle des militaires dans la société américaine serait fondamentalement changé. L'armée deviendrait la « *gardienne de la démocratie* », une perspective qui semblerait vicier l'idée de démocratie elle-même.

– Presque tous les scénarios que nous pouvons imaginer pourraient bien conduire à des affrontements dans les rues entre les partisans de Trump et ses adversaires à une échelle beaucoup plus grande et plus violente que ce que nous avons vu jusqu'à présent.

Dans ce contexte et sans illusion sur Joe Biden, une partie de la gauche appelle à voter pour le candidat démocrate afin qu'il soit plus difficile pour Trump de revendiquer la victoire et de justifier son maintien au pouvoir. Face à Trump, les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) ont recruté des milliers de nouveaux membres. Toute la gauche peut jouer un rôle plus important dans l'impulsion d'un puissant mouvement de résistance et la construction du nouveau parti socialiste dont nous avons besoin.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

CHINE **Un État orwellien**

Derrière la continuité nominale du pouvoir en Chine (dite République populaire), incarnée par le Parti communiste chinois (PCC), se cachent de profondes transformations. La direction du parti est aujourd'hui sous le contrôle de très grandes fortunes et les inégalités sociales ont explosé dans un pays devenu une grande puissance capitaliste.

Jusqu'au début du 19^e siècle, la Chine était considérée comme l'empire le plus puissant du monde. Elle a ensuite perdu cette place sous les coups de boutoir du capitalisme occidental. L'obsession de Xi Jinping est que la Chine redevienne l'« *Empire du milieu* ». Cette lutte pour l'hégémonie sert de toile de fond aux prises de bec actuelles entre les présidents états-unien et chinois.

Maintenant que la Chine est devenue une puissance économique de premier plan¹, les dirigeants chinois estiment ne plus avoir besoin de faire de courbettes devant des pays industrialisés vieillissants. Ils n'hésitent pas à fouler aux pieds les textes rassurants que leurs prédécesseurs avaient signé en 1984 en échange de la rétrocession de Hong Kong.

«Un socialisme aux caractéristiques chinoises» ?

Les néolibéraux occidentaux avaient affirmé que la conversion de la Chine à l'économie de marché s'accompagnerait d'une extension des libertés. C'est l'inverse qui s'est produit, en particulier depuis 2012 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping.



WIKIMEDIA COMMONS

Une modification de la Constitution doit lui permettre de régner à vie sans partage et de choisir ses héritiers au sein de sa clique. Le caractère répressif du régime s'est considérablement renforcé, notamment pour tout ce qui touche aux droits d'expression et d'organisation, dont ceux des salariéEs et des femmes. Le processus d'assimilation forcée s'accroît au Tibet, Xinjiang et Mongolie intérieure. Pékin a brutalement accéléré cette politique à Hong Kong et rêve de l'étendre à Taïwan.

Le PCC présente volontiers le régime en place comme « *un socialisme aux caractéristiques chinoises* ». Ce que ce régime présente comme des « *caractéristiques chinoises* » intègre des éléments de culture politique antérieurs à la Chine impériale, comme en témoigne le discours de Xi Jinping de 2017 sur la nécessité de transmettre le pouvoir aux personnes ayant des « *gènes rouges* » (c'est-à-dire la deuxième génération d'enfants de dirigeants)².

Comme l'écrit notre camarade Au Loong Yu, « *derrière la foi du pouvoir en ces valeurs pré-modernes, se cache aussi une chose très moderne, très matérielle, à savoir l'intérêt fondamental de ce régime.* » Le régime en place « *combine à la fois le pouvoir coercitif de l'État, disposant des armes et des technologies les plus modernes, et la puissance de son capitalisme industriel et financier. Il parvient à ses fins en s'appuyant simultanément sur deux ensembles de règles, d'une part la loi, d'autre part les règles cachées de la bureaucratie qui l'emportent toujours sur la loi.* »

Ses dirigeants trouvent que ce régime sert bien leurs intérêts. Du sommet au niveau local, les responsables du Parti se sont énormément enrichis grâce à lui. Plus le système fonctionne ainsi, plus de sales secrets s'accumulent que les responsables du Parti ont besoin de dissimuler. C'est en soi une des raisons pour lesquelles ils ne peuvent tolérer les opinions dissidentes.

Le Parti a besoin de la construction d'un État orwellien sur le continent et, impérativement, celui-ci doit s'étendre également à Hong Kong³.

Pierre Rousset et Dominique Leroue

1 – Les points de faiblesses de la Chine font que

devenir durablement « la première » puissance mondiale est un enjeu plus qu'une donnée.

2 – Dans la Chine impériale, il n'y avait pas de légitimation « sanguine » du pouvoir. Le féodalisme chinois est antérieur à l'Empire.

3 – Entretien avec Au Loong Yu : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article54881>

ITALIE Un pays toujours plus gris

Présentée sous l'étiquette de « coupes dans la vie politique » elle ne se propose absolument pas de limiter les privilèges des parlementaires : elle a pour but de réduire encore plus la représentation politique démocratique, y compris celle, territoriale, des régions les plus petites, et de rendre quasiment impossible, pour les classes travailleuses, de disposer de quelque représentation que ce soit dans les institutions, en défense de leurs intérêts.

Contre la « caste » ?

Ce qui a gagné, c'est le projet que le Parlement, à une forte majorité, avait déjà approuvé en 2019 et que seule une poignée de sénateurs avait bloqué en demandant un référendum « confirmatoire ». Voilà pourquoi on en était arrivé à cette situation paradoxale que la loi proposée – en théorie – pour porter un coup mortel à la « caste politique », avait été approuvée unanimement par cette « caste » elle-même. Pendant les semaines qui ont précédé le référendum, quelques secteurs bourgeois un peu plus ouverts, des regroupements de forces sociales et démocratiques d'extrême gauche, ont défendu le vote pour le Non, position représentée finalement aussi par l'important quotidien bourgeois *La Repubblica*. Des membres de la droite ont eux aussi, selon des motivations diverses, visant à mettre le gouvernement en difficulté, appelé à voter Non.

Il est donc difficile d'interpréter ces 30 % de Non, fruit de composantes diverses ; c'est malgré tout un

Comme c'était prévisible, le résultat du référendum constitutionnel sur la réduction du nombre des parlementaires a été clair et net : 70 % de oui, 30 % de non. Cette modification constitutionnelle est une véritable escroquerie.



résultat intéressant face au consensus quasi total des partis officiels pour le Oui (du Parti démocrate au Mouvement 5 Étoiles, en passant par la Ligue et les Fratelli d'Italia). Le Non s'est concentré dans les grands centres urbains du centre-nord et à Rome (avec des pics à 40%), alors que dans les banlieues des mêmes villes du nord et dans les villes du sud (où se concentre le vote populaire même si c'est avec des significations contradictoires), c'est le Oui qui a gagné.

Élections régionales : le triomphe du statu-quo

Simultanément, les élections régionales ont freiné la montée redoutée

de l'extrême droite (mais pas dans les Marches, région historiquement « rouge » qui sera dirigée à partir de maintenant par un président d'extrême droite) confirmant la situation antérieure au vote – et au coronavirus. Enfin, il n'y a pas eu de vote protestataire contre la gestion gouvernementale de la crise de la pandémie. Le vrai vainqueur de ces élections (même si paradoxalement il perd un peu de voix), c'est le Parti démocrate, qui en sort renforcé au sein de l'alliance gouvernementale avec le Mouvement 5 Étoiles qui, lui, subit au contraire une chute plutôt sérieuse. Il faudrait comprendre aussi à quoi servira ce changement de rapport

de forces à l'intérieur du gouvernement ; il n'en sortira probablement rien de particulièrement bon pour les travailleurEs ni pour les droits démocratiques, malgré les premiers bruits qui courent. La plupart des dirigeants, autant ceux de la droite que ceux du Parti démocrate, ont été confirmés, eux qui ont soigneusement construit leurs stratégies politiques sur leur image personnelle, avec parfois, aussi, des traits quelque peu despotiques : de la Campanie à la Vénétie, des Pouilles à la Ligurie, ces satrapes modernes ont été réélus (dans certains cas avec des majorités à la bulgare). C'est un symptôme de plus, s'il en était besoin, du tournant autoritaire et aussi culturel, en cours depuis des années en Italie.

Les forces de la gauche de classe, qui se présentaient, dans la plupart des cas, divisées à ces élections (quelques-unes même parfois alliées au centre gauche) ne dépassent pas, dans l'ensemble, les 2 ou 3 %, à l'exception de la Toscane et des Marches où elles ont fait, globalement, autour de 5 %. Ce résultat n'est pas seulement dû à la faiblesse des forces en jeu et à leurs erreurs, mais aussi à l'absence de mouvements sociaux et de résistance, capables de favoriser et compris une poussée électorale. **Fabrizio Dogliotti,** traduction Bernard Chamayou

Le monde en bref

Turquie. Solidarité avec le HDP !

Vendredi 25 septembre, une nouvelle vague d'arrestations a frappé le HDP (Parti démocratique des peuples), 82 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles des maires, des anciens députés et des militantEs. Accusés d'avoir participé en octobre 2014 à des manifestations de soutien à la résistance de Kobané, alors assiégée par les djihadistes de l'État islamique, certainEs avaient déjà été arrêtés, jugés et acquittés pour les mêmes faits, et les demandes d'enquête parlementaire pour établir la vérité sur ces manifestations qui avaient fait 43 morts, principalement des membres du HDP, ont toutes été rejetées par le gouvernement AKP-MHP. Aucun policier n'a jamais été mis en cause dans ces massacres. Depuis 2014, la répression contre le HDP est permanente, les dirigeantEs du parti sont emprisonnés, les maires et co-maires du Sud-est de la Turquie destitués et remplacés par des administrateurs AKP (le parti d'Erdogan) au mépris de l'expression démocratique des habitantEs.

La complicité du gouvernement français dans cette répression est évidente : il vient de livrer à la police turque un militant réfugié en France, Mehmet Yağın.

Le président turc Erdogan accélère son aventurisme sur le plan international, occupant deux provinces syriennes, Afrin et la région de Tall Abyad et Sérékanyé, envoyant les brigades djihadistes à sa solde intervenir en Libye ou en Azerbaïdjan, et ses bateaux de guerre en Méditerranée pour s'approprier les ressources gazières qui y ont été récemment découvertes, s'inscrivant dans la partition impérialiste des grandes puissances (dont la France) en Syrie et en Méditerranée, qui ne se soucient guère de l'avenir des peuples de la région.

Le gouvernement AKP-MHP joue de son chantage sur la question des réfugiés et de son appartenance à l'OTAN pour établir un rapport de forces au niveau international mais aussi pour avoir les mains libres pour exercer une répression féroce contre ses opposantEs.

Soutien au HDP !

Libération de toutes les prisonnierEs politiques !
Fin de la collaboration avec le gouvernement AKP-MHP !

Libye. « L'enfer sur terre pour les réfugiés et migrants »

C'est Amnesty International qui le dit dans un rapport publié la semaine dernière : « Homicides, viols, torture, disparition forcée... Les témoignages des violences infligées aux réfugiés et migrants en Libye que nous avons recueillis sont insoutenables. Lors de l'annonce du nouveau pacte asile et immigration, le 23 septembre 2020, la Commission européenne a encore martelé que la coopération avec les pays tiers était une pierre angulaire de la politique européenne sur l'immigration. Or, l'Union européenne ne peut plus cautionner de tels agissements en continuant sa coopération avec la Libye. [...] Des atrocités bien connues de l'Union européenne (UE) qui continue pourtant de collaborer avec la Libye. L'UE fournit des vedettes rapides et forme les gardes-côtes libyens pour intercepter et ramener en Libye toutes les personnes qui tentent de fuir le pays. Depuis 2016, 60 000 femmes, hommes et enfants ont ainsi été capturés en mer et débarqués en Libye. [...] Cela fait des années que nous démontrons qu'après avoir débarqué en Libye, les personnes exilées se retrouvent systématiquement enfermées dans des centres de détention officiels. Aujourd'hui, nous constatons que des personnes sont aussi enfermées dans des lieux de détention non officiels, dont un centre, appelé la Manufacture de tabac en raison de son ancienne affectation, est placé sous le contrôle d'une milice. Nous ignorons ce que deviennent la plupart de ces personnes, ni si elles sont encore en vie. [...] Aucune aide supplémentaire ne doit être fournie matériellement ou financièrement à la Libye tant que les terribles violences infligées aux réfugiés et migrants continuent. Pour l'heure, toute personne secourue ou interceptée en mer Méditerranée ne doit pas être renvoyée en Libye. La Libye est aujourd'hui un enfer, et non un pays sûr. »

THAÏLANDE Le mouvement démocratique met en cause l'ordre établi

Le nouveau mouvement démocratique thaïlandais ne cesse de mûrir. Il défie l'oligarchie militaro-monarchiste et appelle à la grève générale.

À l'occasion d'un rassemblement massif – quelque 30 000 personnes –, dans la nuit du 19 au 20 septembre, devant le Palais royal, un appel à une grève générale a été lancé pour le 14 octobre, date anniversaire du renversement, en 1973, de la dictature militaire par un soulèvement étudiant. Les manifestantEs ont scellé une plaque assurant que « Ce pays appartient au peuple et non pas au roi comme on nous l'a fait croire à tort... » Nouveau symbole : une telle plaque avait été apposée en 1936 pour commémorer le renversement de la monarchie absolue de 1932, mais elle avait « disparu » en 2017 (la nouvelle a, elle, disparu sans attendre).



confirmée lors de trois élections, mais les institutions judiciaires ont refusé de reconnaître le verdict des urnes. À l'occasion d'un énième coup d'État, l'armée a imposé une Constitution « intérimaire » la dotant de pouvoirs exceptionnels. Puis s'est maintenue au pouvoir après les élections de 2019. Par ailleurs, l'autorité de la maison royale a pris un sacré coup avec l'intronisation du prince héritier Vajiralongkorn, un grand caractère, volage et réputé cruel, devenu Rama X de la dynastie de Chakri. C'est un bizarre exemple des dysfonctionnements politiques actuels. Le nouveau roi a nommé son caniche à la tête de l'armée de l'air, mais s'appuie sur le général Prayuth Chan-ocha pour assurer l'ordre. Il a modifié la

Constitution afin de renforcer ses pouvoirs en tous domaines, mais vit la plupart du temps à l'étranger (Allemagne, Suisse) et ne se soucie pas de gouverner. Si sa sœur, la princesse Sirindom, plus rationnelle, avait été intronisée à sa place, la crise de la royauté n'aurait probablement pas été aussi brutale.

Cahier de doléances en 10 points

L'autorité monarchique est plus fragile en Thaïlande que l'on ne le dit. Elle a été à plusieurs reprises mise en cause (notamment en 1976, quand Rama IX a couvert une répression sanglante). Il a fallu une véritable campagne idéologique, avec l'appui de Washington, pour restaurer l'image du monarque, qui au fil des

ans a accumulé une fortune et des possessions foncières considérables (elle est l'une des familles royales les plus riches au monde).

L'arrestation du « Pingouin », figure du mouvement pro-démocratie, pour un tweet ironique concernant le roi, a constitué l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Twitter était en effet un lieu de relative liberté et sa détention, six jours durant, représente une escalade de la répression. Pour « briser tout esprit de liberté », son crâne a été rasé. La jeunesse, étudiante surtout, s'est spontanément mobilisée, avec souvent des jeunes femmes pour figure de proue. Parti des campus, le mouvement n'a cessé de mûrir, cherchant dans l'histoire du royaume des réponses aux problèmes présents et renouant avec les luttes populaires passées. Il fait preuve de beaucoup d'imagination, d'initiative, de culot.

Un cahier de doléances en 10 points a été constitué et remis au chef de la police pour qu'il le transmette aux autorités du Palais. Il exige une refonte démocratique des institutions, depuis le statut effectif de la royauté jusqu'au mode d'élection du Sénat, conçu pour assurer la prééminence des militaires. Il s'élève contre la répression en Thaïlande et à l'étranger. Des artistes « dissidents » ont été enlevés au Laos. Les royalistes ultras menacent des militantEs jusqu'en Europe (Suède, France...). La Thaïlande est à nouveau sur le fil du rasoir. **Pierre Rousset**

À L'HÔPITAL «JE NE REFERAI PAS POUR LA DEUXIÈME VAGUE CE QUE J'AI FAIT POUR LA PREMIÈRE»

Inquiétude, colère et écœurement sont les sentiments dominants en cette rentrée dans les services hospitaliers. La «2^e vague» de patientEs touchés par le Covid-19 est là, sans que rien n'ait été fait pour l'éviter.

La crainte de voir le système hospitalier débordé et les équipes soumises à nouveau à des tensions insupportables est de nouveau présente. Les «lits Covid» se remplissent, les services de réanimation voient leur nombre de patientEs augmenter inexorablement. Dans certaines villes comme Marseille, les seuils de saturation sont atteints. La déprogrammation des autres activités de soins, avec toutes ses conséquences, pudiquement appelées «pertes de chances pour les patients», s'amorce.

Des conditions de travail insupportables

La situation est toutefois différente de celle du mois de mars. Les stocks de médicaments et de matériel ont été reconstitués. La connaissance du virus, de techniques plus adaptées pour le combattre et obtenir de meilleurs résultats ont progressé. Mais le système hospitalier n'est pas prêt, pour autant, à faire face et la situation est, par certains aspects, plus critique qu'au printemps. La deuxième vague arrive sur des équipes déjà épuisées par la première et qui sont loin d'avoir récupéré. Cet épuisement se double d'une colère et d'un écœurement. Après le temps des «héros», des applaudissements, des promesses, après le «Séjour de la santé», rien n'a véritablement changé à l'hôpital, et rien ne laisse prévoir une amélioration des conditions de travail insupportables. Bien au contraire. C'est avec l'espoir d'imposer les moyens d'un changement pour l'hôpital et pour leurs conditions de travail que les personnels s'étaient mobilisés au sortir du confinement, avec celles et ceux qui les soutenaient, lors de



«mardis» et «jeudis» de la colère. Ils avaient manifesté par dizaines de milliers le 16 juin. Le «Séjour de la santé» et sa signature par trois organisations syndicales a cassé cette mobilisation et semé la division à la veille de l'été, période peu favorable aux mobilisations. En cette rentrée, à l'hôpital c'est le retour au monde d'avant en pire alors que la 2^e vague arrive.

Ni embauches ni ouvertures de lits

Bien sûr, les augmentations de salaires sont les bienvenues, mais elles restent loin du compte et les 300 euros pour touTEs sont toujours attendus. Mais surtout, les recrutements qui auraient pu soulager les équipes fatiguées, améliorer la qualité des soins, ont été «hors sujet» au Séjour. Aujourd'hui, dans la panique, les directions cherchent à recruter en catastrophe et sans grand succès. Loin des ouvertures de lits annoncées, les restructurations et fermetures seulement suspendues reprennent. Ainsi au CHU de Caen, 360 lits vont être supprimés. Les témoignages de retour au monde d'avant s'accélérent. Pour gérer l'austérité budgétaire qui se poursuit, les directions ont à nouveau recours au management pur et dur. Et alors qu'il manque des dizaines de milliers d'emplois,

le gouvernement publie un décret...pour organiser les suppressions d'emplois dans la fonction publique hospitalière.

Après les mesquineries et les divisions pour limiter l'attribution et le montant de la prime Covid, on assiste aux mêmes tentatives pour limiter l'application des revalorisations salariales, les personnels travaillant dans les structures médico-sociales n'en bénéficiant pas.

Enfin, le gouvernement revient sur son engagement d'accorder à tous les personnels ayant été malades du Covid la reconnaissance de la maladie professionnelle. Seuls les cas les plus graves ayant été placés sous oxygène pourront en bénéficier. Quant au «jour de carence» en cas de maladie, suspendu pendant l'épidémie, il est rétabli.

Une colère toujours présente

Épuisement, absence de reconnaissance, conditions de travail insupportables : la motivation qui avait fait tenir les personnels pendant des mois s'émousse. «Je ne referai pas pour la deuxième vague ce que j'ai fait pour la première», disait un soignant, résumant bien l'opinion générale. Pas étonnant dans ces conditions que les militantEs sur le terrain constatent partout une vague de démissions, qui à son tour ne fait qu'aggraver la situation. Le recours à l'intérim, qui désorganise encore un peu plus le soin, se généralise. La colère reste pourtant bien présente. La possibilité qu'elle se transforme de nouveau en mobilisation existe, avec la perspective d'un grand mouvement alliant les personnels hospitaliers et leurs soutiens, pour faire de la santé et de l'hôpital une priorité dans cette société et leur donner les moyens nécessaires.



POUR LES SOIGNANT·ES ET TOU·TE·S LES TRAVAILLEUR·SES

AUGMENTER LES SALAIRES DE 300 EUROS NET!



LES SOLUTIONS AUTORITAIRES ET DE LUTTE CONTRE LE VIRUS ON

Si nous sommes dans la deuxième vague de Covid-19, nous le devons pour une bonne part au choix gouvernemental de faire redémarrer d'abord les profits, à son refus d'imposer des normes contraignantes aux entreprises (les masques n'y sont imposés que depuis le 1^{er} septembre), à son refus d'investir massivement dans la santé (personnels pour les tests, le traçage, les hôpitaux, fourniture gratuite de masques...). Tout cela est souvent noté. Mais le libéralisme, c'est aussi une certaine conception de la société et de son fonctionnement.

Le libéralisme, c'est une conception autoritaire et technocratique de la vie sociale et de la prise de décision, qui ne peut être efficace quand la lutte contre le virus impose de modifier, pour de longs mois, les pratiques individuelles et sociales de millions de personnes. A fortiori quand, dans le même temps, le fonctionnement principal du capitalisme, autour de l'exigence des profits, rend les conditions même du respect de ces nouvelles normes individuelles et collectives difficiles, voire impossibles.

En clair, le libéralisme somme chaque individu de respecter et de se soumettre à des décisions prises dans le secret des cabinets ministériels, alors même que beaucoup de ces mesures sont impossibles à respecter dans le cadre des contraintes de locaux, de personnels, de pouvoir, du capitalisme réellement existant. Comment respecter les mesures barrières à l'école ou à l'université si les locaux sont exigus, les classes

surchargées, les cantines bondées? Alors que l'option embauche massive de personnels et réquisition de bâtiments pour pousser les murs est exclue! Comment concilier distanciation et maintien au maximum de l'autonomie et de la vie sociale de nos aînéEs dans les EHPAD, sans embaucher massivement du personnel, investir dans la création de lieux de rencontre (réels ou virtuels), où les mesures barrières sont naturellement respectées?

L'inverse d'une politique de santé publique

Entre austérité et vision libérale de la société, la politique de test s'est effondrée, et le traçage avec. On est passé de 250 000 à 1,2 million de tests par semaine, mais on n'a investi ni dans les machines ni dans les personnels pour les réaliser. Alors on a des résultats de test avec huit, dix jours de retard, même quand on a des symptômes et une ordonnance pour les réaliser. Et les libéraux qui nous gouvernent laissent la campagne de

tests au choix individuel : celui ou celle qui veut se tester se teste. Et immédiatement, on dénonce ces anxieux et anxieuses qui saturent le système...

Ce n'est pas une politique de santé publique. Il faut cibler les tests sur les patientEs symptomatiques et leurs contacts bien sûr, mais aussi sur les secteurs où le Covid se développe le plus, ou qui sont le plus en relation avec les personnes fragiles. Les personnels de santé, CHU, HP, étudiantEs en médecine... où le virus circule à grande échelle. Les aides à domicile pour les malades et les personnes âgées, les EHPAD. Les entreprises privées et publiques où on sait que le virus circule beaucoup (abattoirs, transports, commerce...). Mais aussi les travailleurEs saisonniers de l'agriculture, travailleurEs les plus précaires, parfois sans papiers, souvent contraints par une mafia de la terre à travailler et à dormir entassés dans des conditions indignes, comme en attestent les nombreux clusters. Mais cela ne peut se faire qu'en rognant sur le

ION

PHIQUE
NITAIRETECHNOCRATIQUES
NT FAIT FAILLITE

LA PROTECTION. PAS LA RÉPRESSION

DES MASQUES,
DU GEL ET DES TESTS.
PAS DES MATRAQUES

pouvoir du capital, en régularisant massivement les sans-papiers et les sans-droits. En donnant aussi à celles et ceux qui doivent s'isoler la possibilité de la faire, c'est-à-dire la garantie de revenu, la garantie de logement (réquisitionner les logements vides, les hôtels), la garantie de communication, pour avoir les moyens de rester en contact avec ceux qu'on aime. Alors que trop souvent les plus précaires, les Uber, les sans-papiers n'ont d'autre choix individuel que de continuer à travailler... et à contaminer!

Pour une auto-organisation démocratique

Alors que les services de la Sécurité débordés se contentent le plus souvent d'un simple coup de fil aux patientEs et contacts Covid-19, nous avons proposé l'embauche de 25 000 travailleurEs de santé

communautaires, chargés de contacter, aider, informer, rencontrer les patientEs, de retrouver leurs contacts. L'expérience des travailleurEs de santé communautaires au Liberia en période d'Ebola nous montre que cela est possible, bénéfique et efficace pour la santé, et jouit d'un fort soutien communautaire, ce qui manque cruellement à toutes les solutions verticales du marché ou de l'État. Les seules mesures qui sont vraiment respectées, ce sont celles que chacun s'impose, car il ou elle les a construites, est persuadé de leur justesse, et que le collectif lui donne les moyens de les respecter, tout en continuant à vivre. On pense aux masques, qui ont été massivement produits d'abord, puis portés, alors même que pouvoir et spécialistes nous disaient au départ qu'ils étaient inutiles. Contre les solutions libérales et verticales, qui ont montré leur inefficacité, notre auto-organisation démocratique est le seul chemin pour faire émerger des solutions acceptables pour la jeunesse, les salariéEs, et pour imposer les bouleversements collectifs qui les rendront possibles. Faute de quoi on va vers un système de santé débordé, la perspective d'un nouveau confinement, et un vent de refus contre des mesures sanitaires indispensables, mais mal acceptées car imposées ou impossibles à respecter.

Frank Cantaloup

EHPAD À NOUVEAU LA BÉRÉZINA?

Des foyers de contagion se développent à nouveau dans des Ehpads de plusieurs départements. L'Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie a ainsi annoncé, le 25 septembre, qu'à Sévérac-d'Aveyron, 16 des 75 résidentEs sont décédéEs depuis le début du mois de septembre.

Face à cette situation, les réactions des pouvoirs publics sont très diverses. Christian Estrosi, le maire de Nice, a pris la décision d'interdire les visites dans les quatre Ehpads municipaux. Le préfet des Bouches-du-Rhône les limite à une par jour, avec deux personnes au maximum. En Gironde, la préfète a annoncé que chaque résidentE ne pourrait plus recevoir que deux personnes par semaine. Dans d'autres lieux, les visites sont autorisées sous condition du respect de mesures de distanciation physique ou totalement interdites.

Le ministère se défausse

Le protocole ministériel recommande, « en cas de dégradation de la situation épidémique [...] caractérisée par l'apparition d'un cas suspect ou confirmé de Covid-19 au sein de l'établissement, ou par détérioration des indicateurs du territoire auquel appartient l'établissement », de renforcer le protocole d'hygiène, de définir en lien avec l'ARS une stratégie de

dépistage généralisé des professionnelEs et des résidentEs dès le premier cas positif détecté, et de constituer un secteur dédié aux cas suspects ou confirmés de Covid-19. Encore faudrait-il que les laboratoires soient en capacité de délivrer les résultats des tests dans un délai rapide pour éviter toute contagion!

Les établissements peuvent restreindre la circulation en leur sein tout en évitant « au maximum le confinement, en le limitant à des situations exceptionnelles ». Mais le ministre se défausse de ses responsabilités en indiquant que « c'est aux directrices et directeurs d'établissement qu'il revient de décider des mesures applicables localement, après concertation collégiale avec l'équipe soignante, en particulier les médecins coordonnateurs dans les Ehpads... »

Le confinement et le risque de dégradation psychique

L'Association des directeurs au service des personnes âgées (ADPA) a publié un communiqué

de bon sens indiquant que « le confinement est une arme pour lutter contre la propagation de l'épidémie qui doit être maniée avec agilité, afin de ne pas porter atteinte à la santé psychique des personnes âgées vulnérables ». Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a précisé que « toute mesure contraignante restreignant les libertés reconnues par notre État de droit, notamment la liberté d'aller et de venir, doit être nécessairement limitée dans le temps, proportionnée et adéquate aux situations individuelles ».

Des moyens humains et matériels!

La crise sanitaire a aggravé la souffrance physique, et psychique, du personnel. Au début de l'épidémie, les EHPAD étaient les grands oubliés, aucun matériel de protection n'était disponible. Cela s'est amélioré, mais malgré la promesse de Macron, nous n'avons pas reçu partout les tests de dépistage. De plus, certaines ARS ont donné la consigne aux soignantEs positifs au Covid mais

asymptomatiques de continuer à travailler. Nous avons déjà lutté contre nos conditions de travail désastreuses et le manque de moyens. Avec la crise sanitaire la situation a encore empiré, nous revendiquons donc :

- des embauches pour faire face à l'épuisement du personnel ;
- le renforcement des effectifs soignants pour assurer une prise de soins correcte et pour remplacer le personnel manquant ;
- la mise en place du personnel dédié, ainsi que du matériel pour permettre aux résidentEs de pouvoir communiquer avec leur entourage à distance ;
- la présence, au sein de l'établissement, d'un lieu de circulation pour rendre moins coercitives les mesures appliquées ;
- l'autorisation des visites pour les personnes non contaminées sous réserve qu'un dépistage du Covid-19 puisse se faire ;
- l'aménagement d'un accueil sécurisé pour les familles et les proches aidants, notamment pour les résidentEs en fin de vie.

CorrespondantEs

ÉDUCATION NATIONALE UNE RENTRÉE SANS AUCUNE MESURE DE PROTECTION, ET AVEC TOUJOURS MOINS DE MOYENS!

Jean-Michel Blanquer l'avait pourtant formellement promis en mai dernier lors d'une interview à Konbini news : « Si le virus est toujours là à la rentrée, il y aura toujours la règle des groupes restreints. Ce qui est favorable, d'ailleurs, pédagogiquement ». Mais le ministre de l'Éducation nationale n'est plus à un mensonge près.

Malgré les promesses de Jean-Michel Blanquer, la situation en cette rentrée est non seulement toujours aussi catastrophique, mais encore pire que les précédentes. Dans le premier degré, les fermetures de classes se sont poursuivies à un rythme effréné. Ainsi, dans le 94, plusieurs classes ont été fermées dans des écoles, à Cachan, Champigny-sur-Marne, L'Haÿ-les-Roses, plusieurs jours après la rentrée. Dans bien des classes, le nombre d'élèves dépasse les 26. Même chose dans les autres départements, que ce soit le 92, le 93, le 77 ou ailleurs sur le territoire. Dans le second degré, les suppressions de postes se sont aussi aggravées. Dans bien des lycées, les effectifs par classe dépassent les 30, voire quelquefois 35 par classe. De plus, la mise en œuvre de la réforme du lycée voulue par Blanquer en classe de première amène à un éclatement des groupes classes, aggravant le brassage des élèves.

Un « protocole sanitaire »?

Dans le même temps, le protocole sanitaire prévu à la rentrée, pourtant déjà quasiment inexistant, a été « allégé » quelques jours après la rentrée. De fait, à part l'obligation pour les personnels et les élèves de plus de 11 ans de porter le masque, plus aucune mesure n'est envisagée pour protéger le public des écoles et des établissements. Et encore... Dans bien



des établissements, le nombre de masques distribués aux personnels est très insuffisant, alors même que les fameux masques « Dim » sont très peu protecteurs. Pour les élèves, le ministère n'a prévu aucune distribution gratuite : seuls quelques conseils départementaux ont distribué des masques peu protecteurs. En ce qui concerne la désinfection du matériel et des locaux, les agentEs d'entretien sont en cruel sous-effectif, rendant impossible tout nettoyage systématique. Dans nombre d'établissements, même les flacons de gel hydroalcoolique sont absents! Des classes entières doivent faire cours dans des

salles où les fenêtres n'ouvrent pas ; et ailleurs, avec l'arrivée de l'automne, les personnels et les élèves sont soumis à un dilemme insoutenable : faire cours dans le froid ou bien dans des salles non ventilées.

Un tiers des clusters concerne l'école et l'université

La crise sanitaire actuelle rend criants tous les problèmes dénoncés depuis des années par les personnels : sureffectif dans les classes, sous-effectif du nombre d'adultes encadrants, locaux vétustes et inadaptés... De fait, dans les conditions actuelles, la reprise des écoles

est incompatible avec le respect des règles d'hygiène et de sécurité pour empêcher la propagation du virus. Trois semaines après la rentrée, le constat est accablant, révélé par les chiffres publiés par Santé publique France : un tiers des clusters concerne l'école et l'université, faisant du milieu scolaire la première « collectivité » de circulation du virus. Face à l'absence totale de mesures permettant d'endiguer un minimum la propagation de l'épidémie dans les écoles et les établissements scolaires, les personnels commencent à résister et à s'organiser. Ainsi, depuis la rentrée, pour la première fois dans le secteur, plusieurs droits de retrait majoritaires ont eu lieu dans des établissements : au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, au lycée Feyder d'Épinay-sur-Seine, au lycée Jean-Macé de Vitry, au collège Henri-Barbusse de Saint-Denis... Dans d'autres établissements, c'est par la grève que les collègues ont protesté, comme à la cité scolaire Jean-Renoir de Bondy ou au collège Brossolette dans la même ville.

Pour l'instant, les Directions des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN), les rectorats, le ministère, ont fait la sourde oreille face à ces mobilisations. Il est plus qu'urgent de généraliser cette contestation et de la coordonner, afin d'arrêter le désastre sanitaire provoqué par Jean-Michel Blanquer!

Correspondant

NICE

Un procès politique

Lundi 7 septembre, Alec et Dany (militants de Solidaires ÉtudiantEs), Delphine (psychologue) et Olivier (militant NPA mais aussi du SNES-FSU) ont été jugés et condamnés à Nice, après leur interpellation du 9 mai 2019 (interpellation violente pour Olivier)¹.

Les policiers de la BAC qui se sont succédé à la barre se sont contredits, étant incapables de se souvenir quel était le slogan qui constituait prétendument un outrage à leur égard (« Ils tirent au LBD, à bas les condés, ils tuent, ils blessent, à bas les CRS »). Pire, ils continuaient à prétendre que nous disions « abats ! » et non « à bas » et que cela constituait une menace de mort...

Dangereux engrenage

Le président du tribunal a considéré que cette « confusion » de la part des policiers n'était pas grave. Par ailleurs, nous n'étions poursuivis que pour ce slogan, mais les avocats des parties civiles et la procureure nous ont fait savoir que « Police partout, justice nulle part »



TWITTER FSU PACA

les gênait aussi. Lorsqu'on leur a fait remarquer qu'il s'agissait d'une citation de Victor Hugo, cela les a énervés. Au final Dany et Alec ont pris deux mois avec sursis pour outrage, Delphine deux mois avec sursis pour violences et Olivier six mois avec sursis pour outrage, rébellion et violence. Avec en plus 6 000 euros de dommages et intérêts à payer à six des sept policiers (la dernière, présente en tant que « syndicaliste » d'Alliance a été déboutée). Nous avons collectivement décidé de faire appel.

Ce qui est grave, c'est que les faits reprochés et pour lesquels nous sommes finalement condamnés sont ridicules. Pour justifier sa demande de condamnation, la procureure a fait référence à des jurisprudences qui toutes faisaient état de slogans sur le suicide de flics. Or, ce n'est pas notre cas. Cela veut dire que pour la première fois un slogan dénonçant les violences policières peut être interdit et donner lieu à condamnation. Et là on met un doigt dans un engrenage dont on ne sait pas où il peut s'arrêter.

Enfin, le tribunal a donné raison à une organisation, Alliance, qui est proche de l'extrême droite (elle avait invité Marion Maréchal à l'une de ses manifestations lors de la loi Travail). Cette organisation est capable d'écrire des tracts tous plus réacs les uns que les autres, allant parfois jusqu'à quasiment appeler à la sédition² contre un État qui ne ferait pas ce qu'elle souhaite.

Correspondants

1 - Voir l'Anticapitaliste n°534 du 10 septembre 2020.

2 - Si vous aimez les films d'horreur, allez sur leur site et regardez leur tract en date du 8 juin 2019 pour vous en convaincre...

BRIDGESTONE Le bras de fer est engagé

Après l'annonce, mercredi 16 septembre, de la fermeture de l'usine Bridgestone à Béthune et le licenciement sec de 863 salariéEs, le gouvernement peine à trouver une solution pour garantir un avenir au site industriel spécialisé dans les pneus. Quant aux soutiens aux Bridgestone, ils oscillent souvent entre opportunisme et chauvinisme...

« **O**n ne vous laissera pas tomber », « On va discuter pied à pied avec les responsables pour les convaincre d'investir dans leur outil de travail », assène Jean Castex, grand architecte du plan de relance de 100 milliards d'euros du gouvernement pour faire face à la crise économique, qui ne mâche pas ses mots devant les deux salariés de Bridgestone présents sur le plateau de France 2. Pourtant, la réunion du lundi 21 septembre avec la direction du leader mondial des pneumatiques n'a pas porté ses fruits comme l'espérait le gouvernement. Les ministres du Travail et de l'Industrie se sont heurtées à un mur : la décision du groupe international de fermer le site de Béthune est « irrévocable ».

Les politiques néolibérales dans le viseur

Ce choix drastique, la direction de Bridgestone le justifie dans un communiqué par la perte de compétitivité du site de Béthune, usine la « moins performante parmi toutes les usines européennes de Bridgestone », victime d'une surproduction de pneus en Europe. L'État s'est quant à lui engagé à explorer toutes les pistes pour redresser la barre et trouver une solution pour le principal employeur de Béthune, faute de quoi la fermeture du site industriel est désormais actée pour avril 2021. Agnès Panier Runacher, ministre déléguée à l'Industrie, entend ainsi lancer une « contre-expertise » sur le site afin d'explorer les alternatives possibles à la fermeture définitive, qui décrédibiliserait le plan de relance de Jean Castex et, plus globalement, des décennies de politiques néolibérales où les grandes entreprises sont appâtées par des primes, des abattements fiscaux et autres exonérations pour venir s'installer en France.

Les salariéEs de Bridgestone qui avaient refusé en mai 2019 un plan de baisse des salaires et un accord de performance collective concocté par la direction feraient-ils et elles les frais d'une vengeance patronale ? Possible. Mais ils font surtout les frais d'une politique concurrentielle orchestrée par les capitalistes eux-mêmes et les gouvernements qui les soutiennent. Rien que sur les dernières années, le groupe japonais a pu bénéficier d'aides conséquentes venues du CICE, de l'Europe ou encore de la région pour maintenir son activité. Maintenant que les aides ne suffisent plus, elle plie bagage et laisse sur le carreau les salariéEs, quoi qu'elle en dise et quels que soient les quelques départs en retraite anticipée ou reclassements envisagés par la direction.

Opportunisme et chauvinisme

Du côté des soutiens régionaux, les salariéEs de Bridgestone sont appuyés par Xavier Bertrand,

président de la région Hauts-de-France, et par Fabien Roussel, premier secrétaire du PCF, député du Nord et originaire de Béthune. Deux lignes s'affrontent à travers les deux hommes mais qui, dans les deux cas, laissent un arrière-goût d'inconséquence. Xavier Bertrand, ancien Républicain et pas le dernier pour faire appliquer les réformes néolibérales, semble avoir découvert l'existence du capitalisme ces derniers mois. De la manifestation à MCA Maubeuge en mai dernier pour protester contre la volonté de Renault de fermer le site employant 4 500 salariéEs à l'usine Bridgestone de Béthune, l'ancien secrétaire général de l'UMP est sur tous les fronts pour défendre les ouvrierEs... et se placer en défenseur des plus faibles pour parfaire son image de présidentiable.

De son côté, Fabien Roussel fustige l'Europe et use d'une rhétorique nationaliste nauséabonde pour défendre les Bridgestone. « Face au cynisme de Bridgestone, la France doit se faire respecter ! » affirme-t-il dans une déclaration sur le site du PCF dans laquelle il critique la « concurrence déloyale » que la direction de Bridgestone a elle-même orchestrée entre ses sites et qui le conduit à mettre en accusation les sites en Pologne et en Hongrie. Dénonçant un

« scandale industriel, social et écologique » du seul point de vue français, il s'illustre en parfait chauvin et en appelle uniquement au remboursement des aides européennes.

Tsunami social

Le tsunami social qui risque de toucher Béthune si le site de Bridgestone vient à fermer serait catastrophique. Outre les 863 salariéEs, ce sont plusieurs milliers de sous-traitants qui seraient directement impactés par la fermeture de l'usine et qui feraient les frais de la décision de la direction japonaise du groupe et de la politique du gouvernement.

La crise que les Bridgestone sont en train de vivre n'est pas une fatalité mais elle est la conséquence de la faillite des politiques néolibérales ayant financé sans contrepartie les gros groupes industriels avec la promesse, toujours trahie, de développement de l'emploi. Face à cette situation, les salariéEs doivent exiger l'interdiction totale des licenciements et l'expropriation pure et simple de l'outil de travail pour reprendre en main leurs propres affaires et ne pas les laisser aux vrais responsables de ce désastre social.

CorrespondantEs



MARCHE DES SOLIDARITÉS ACTE 3 À Rennes, la Marche se prépare

Le 3 octobre, à 10h, la Marche s'élancera de la place Hoche, portée par un groupe de marcheurEs venant de Rennes, d'Angers et même de Paris.



Nous partirons en manifestation jusqu'au parc des Gayerelles, pour le pique-nique, puis pour les premiers kilomètres vers la première étape de notre parcours, Liffré. Nous traverserons l'Ille-et-Vilaine (Liffré, Saint-Aubin, Fougères), la Mayenne (Ernée, Mayenne, Pré-en-Pail), l'Orne (Alençon, Mortagne),

et l'Eure-et-Loir (Nogent-le-Rotrou, Chartres) avant de rejoindre la région parisienne. Partout, nous serons accueillis par des collectifs reposant sur la mobilisation de militantEs très divers, de RESF, Solidaires, de la CGT, de la Confédération paysanne, de l'UCL, des antifas,

des féministes, du PCF, de la FI et bien entendu du NPA...

Ébullition de la préparation

Pour le moment nous sommes au stade de l'ébullition de la préparation, et à chaque instant nous devons répondre au très excitant défi

de faire tenir l'édifice fragile de l'organisation de la marche, en nous appuyant sur toutes les énergies des collectifs actifs sur la ville, groupes de sans-papiers, associations de soutien, organisations syndicales et politiques réunies au sein de l'interorga de soutien aux personnes sans-papiers... sans oublier le Réseau de ravitaillement des luttes qui se prépare à nous accompagner pour assumer le ravitaillement de toutEs les marcheurEs chaque midi ! Nous sommes apparus avec un petit cortège au sein de la manif du 17 septembre, à l'invitation de l'intersyndicale. Nous avons programmé des diffusions massives de tracts à la porte du métro, sur les marchés, dans les foyers et les hôtels logeant des exiléEs, des initiatives de soutien dans les bars... À suivre !

Correspondant

LA POSTE

L'avenir du service public postal est en jeu

Les semaines à venir seront très importantes, sinon décisives quant à l'avenir du service public postal et des agentEs qui l'exercent. Si les attaques se sont succédé depuis des années (un chiffre en guise d'illustration : près de 100 000 postes ont été supprimés en dix ans), les actionnaires et la direction du groupe La Poste passent à la vitesse supérieure. Leur plan de bataille : un « plan stratégique » calibré pour les dix ans à venir, sachant que les précédentes versions s'étaient étalées sur cinq ans. On peut y voir, sans risque de se tromper, le signe d'une volonté d'opérer des changements majeurs, moins d'un an après la prise de contrôle de La Poste par la Caisse des dépôts et consignations.

CONCARNEAU Mobilisation contre le Scrombus, racleur des mers et destructeur d'emplois

Le 25 septembre avait lieu, à Concarneau, le baptême du Scrombus, chalutier-usine géant de nouvelle génération de 81 mètres de long et 17 de large. Avec un équipage de seulement 26 hommes, il peut ramener 80 tonnes de poissons en une seule prise dans ses filets et les congeler instantanément. Il est le symbole d'une pêche industrielle, écologiquement et socialement destructrice.

Loin du conte de fées de «l'attachement» de l'armateur Geoffroy Dhellemmes à sa ville d'origine, l'immatriculation du Scrombus à Concarneau n'a d'autre but que d'accaparer les quotas de pêche européens attribués à chaque port, au détriment de la pêche artisanale dont l'avenir s'obscurcit encore avec la perspective d'un Brexit dur. Construit dans des chantiers norvégiens, le Scrombus n'aura fait qu'un passage d'une semaine à Concarneau où il ne reviendra sans doute jamais.

MobiliséEs malgré l'interdiction

Dédié à la pêche d'espèces pélagiques (hareng, chinchard, maquereau...) il est la propriété de l'armement France-Pelagique, une filiale du groupe néerlandais Cornelis Vrolijk qui emploie 2 000 salariéEs dans le monde. Il déversera ses cargaisons estimées



NPA

à 2 000 tonnes par marée dans les ports des Pays-Bas, d'où elles seront réexpédiées pour alimenter le marché du poisson à bas coût en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est.

Sans doute pour montrer le soutien du gouvernement à la «modernité» de la pêche industrielle contre les «Amish» attardés de la pêche artisanale, deux ministres (Agriculture et Pêche)

devaient assister à la cérémonie... avant d'annuler face à la tournure des événements.

L'émotion et la colère se sont exprimées en Bretagne et bien au-delà, mobilisant à la fois les pêcheurs et les défenseurEs de l'environnement. Des «funérailles de la pêche artisanale» étaient annoncées par les associations Pleine mer et Petite pêche, soutenues par des ONG comme Bloom, Attac Concarneau, et des forces politiques de gauche, EÉLV, La France insoumise, Génération.s, ainsi que le NPA 29.

Comme cela devient la règle en Macronie, le préfet du Finistère avait décidé d'interdire la manifestation... ce qui n'a pas empêché 200 manifestantEs de se réunir face au navire protégé par la police et de gâcher une cérémonie officielle en faisant entendre haut et fort l'exigence d'une pêche écologiquement et socialement responsable. **Correspondant**

FINISTÈRE MobiliséEs contre l'implantation nocive d'Amazon

Le conseil communautaire de Quimper Bretagne Ouest (29) a décidé, après un vote consultatif «à bulletins secrets», d'acter l'implantation de la multinationale Amazon à Briec-de-l'Odét.



NPA

Alors même que la nouvelle maire de Quimper, Isabelle Assih (PS), également présidente du Conseil communautaire, avait promis lors de sa récente campagne de devenir la première maire «écologiste» de la ville, elle entérine, de fait, une décision engagée par son prédécesseur de droite (le maire sortant et battu) : l'implantation d'Amazon sur près

de 6 hectares, dont la nocivité écologique, sociale, fiscale n'est plus à démontrer. En se cachant derrière des arguties du genre «Cela va nous coûter cher si on rompt l'engagement» ou «On va perdre des emplois promis», révélant un manque de courage politique et une impuissance qui n'est pas sans rappeler les propos d'un certain Lionel Jospin relatifs aux licenciements à Vilvorde

autour des années 2000, la maire de Quimper et la majorité de son conseil communautaire ont soulevé une véritable fronde contre cette décision.

Des actions militantes

Lors de ce conseil, le collectif Stop Amazon s'est manifesté, comme il le fait depuis plusieurs semaines, pour interpeller les éluEs et les habitantEs sur la nocivité de cette

multinationale et de ce modèle, à combattre fermement.

Par voie de tracts, de conférence de presse, de pétitions et, samedi 26 septembre, par une manifestation de près d'une centaine de personnes, du bourg de Briec jusqu'à la zone d'implantation du géant prédateur, les opposantEs les plus décidés se sont retrouvés pendant une «longue marche» avec le soutien d'ATTAC, de la coopérative écologique et sociale, les Gilets jaunes locaux, la FI et le NPA 29. Aujourd'hui, après ce vote consultatif (30 pour, 21 contre) qui de fait devient impératif selon la déclaration de la maire, le combat et la mobilisation vont se poursuivre par l'information des habitantEs, des commerçantEs de proximité, des syndicats et pour casser cette décision et promouvoir à la fois un moratoire et une consultation citoyenne.

Un mouvement très large dit «Stop Amazon» et son monde et, déjà, les idées fleurissent, surtout que les ZAD, on connaît bien en Bretagne.

Correspondants

OPA SUEZ-VEOLIA Les services publics au bénéfice des actionnaires privés!

Le 30 août, Veolia annonçait son intention d'acheter les 30 % de parts de Suez (son principal concurrent) qu'Engie souhaite vendre. Mais le prix proposé n'a pas plu aux patrons d'Engie, entreprise dont l'État possède 23,5 %. Depuis, les PDG, ainsi que le gouvernement, s'épanchent dans la presse...

Veolia lorgne les marchés juteux de Suez relatifs à la gestion de l'eau et des déchets. Les actionnaires de ces multinationales profitent du bien vital qu'est l'eau et de services aussi utiles que la collecte et le traitement des déchets. Ils profitent de crédits d'impôt, du chômage partiel : inacceptable pour les salariéEs qui voient les bénéfices engrangés tous les ans pendant que les salaires stagnent...



DR

Démagogie, vrais risques et mobilisations

Pour défendre ses marchés face à Veolia, la direction de Suez s'est même lancée dans une campagne pour souder tout le monde derrière elle. Alors qu'elle supprime des postes, procède à des mutualisations de services et met en place des plans de départs «volontaires», elle fait maintenant semblant de s'inquiéter des 10 000 emplois qui seraient menacés par le rachat!

Effectivement, la vente n'augure rien de bon : des mutualisations de services qui continueraient et la revente de la branche eau à un fonds de pension... Les syndicats ont appelé à une grève de deux heures le 15 septembre puis à des manifestations devant la tour Engie à la Défense les 22 et 29... le tout soutenu par la direction, pour dire non au rachat, et sauver les emplois. Les travailleurEs ont bien sûr raison de descendre dans la rue pour crier non à la casse des emplois et prévenir qu'ils et elles ne se laisseront pas faire, et il y a eu des réels succès de mobilisations. Mais quelle attitude auront les syndicats si Suez finit par garder ses parts, et s'il y a confirmation de l'achat par Veolia ou le fonds de pension Meridiam? La seule solution pour les salariéEs de Suez serait de peser, avec les salariéEs de Veolia, et de dire ensemble ce qu'on pense de ces magouilles, notamment aux collectivités locales dépositaires de ces services. La qualité et le prix de ces services seraient bien meilleurs pour les usagerEs si ils et elles ne les laissaient pas aux vautours tels que Suez ou Veolia.

Correspondant

La fin de l'actionnariat majoritaire de l'État en mars dernier se traduit, ce n'est pas une surprise, par une pression accrue pour augmenter les bénéficiaires. La pression est d'autant plus forte que les résultats sont mauvais. De plus, le Covid-19 est passé par là. Si le PDG de La Poste a, à plusieurs reprises, parlé «d'opportunités à saisir» à la faveur de la crise sanitaire (en particulier dans le secteur du colis), le confinement a nettement accéléré la chute du trafic courrier.

Nul doute que le plan stratégique 2021-2030, qui sera dévoilé en février, a été sérieusement amendé ces derniers mois, évidemment dans un sens encore plus défavorable aux intérêts des postierEs et de la population. Une «grande consultation», par le biais d'un site internet dédié, a été lancée. Cette dernière n'est

qu'une opération de com et d'enfumage, à l'image de celles organisées par le gouvernement (sur les retraites par exemple). En réalité, les orientations, on en connaît déjà les grandes lignes : moins de bureaux ouverts, moins de tournées, moins d'accessibilité bancaire, toujours plus de sous-traitance au colis, etc.

Offensive contre les factrices et les facteurs

Le fer est actuellement porté dans le secteur de la distribution. Le 28 septembre, une réorganisation nationale a été mise en place (la quatrième en six mois!). Elle remet notamment en cause le principe des tournées six jours sur sept, puisque les factrices et les facteurs doivent distribuer, le samedi, un secteur équivalent à deux tournées.

Outre la charge de travail qui explose, et pas seulement le samedi puisque le courrier qui n'a pu être distribué est reporté sur le reste de la semaine, c'est une étape vers la fin du principe même de la tournée qui est actée. Ce qui est expérimenté le samedi risque fort d'être étendu, à terme, aux autres jours. Face à cela, on ne peut pas dire que les réactions syndicales soient à la hauteur. L'ensemble des fédérations a certes voté contre cette réorganisation en Comité technique national (ce qui n'arrive que très rarement), mais une partie d'entre elles (CFDT, FO, CGC et CFTC) ne l'a fait que pour des raisons de forme (l'absence de «dialogue social»). Comme si forme et fond n'étaient pas liés! La responsabilité des organisations opposées sur le fond aux plans de la direction (CGT et Sud) est donc grande.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

L'unité large par le haut étant impossible, il y a urgence à ce que ces deux organisations syndicales concourent, par une politique d'alliance à l'échelle

nationale et locale, à mettre la pression. Et contribuent à donner confiance aux postierEs pour mener bataille. **Édouard Gautier**



Souscription du NPA



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvement, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue mais aussi dans les urnes. Faire de la politique coûte cher et les difficultés financières (déjà chroniques) du NPA se sont sérieusement aggravées en 2020. Vos dons sont donc plus précieux que jamais. Permettez-nous de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme!

INFOS PRATIQUES

Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2020 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement « NPA souscription » a reçu de la CNCCFP l'agrément N°09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.



SOUSCRIPTION 2020

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un militantE ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

CPN

Le cinquième congrès national du NPA est lancé

Le Conseil politique national (CPN) des 19 et 20 septembre a ouvert le processus du 5^e congrès du NPA qui se tiendra les 29, 30 et 31 janvier 2021.

Les débats de ce congrès s'ouvrent dans un contexte sans doute impacté par les rebondissements de la lutte des classes, la situation d'instabilité du capitalisme, l'explosivité et la colère sociale mais aussi la difficulté qu'éprouve le mouvement ouvrier pour y offrir des perspectives. Les expériences de luttes de ces deux dernières années ont été importantes, entre le mouvement des Gilets jaunes, le mouvement de grève reconductible contre la réforme des retraites de l'hiver dernier et la situation inédite de la crise sanitaire et du confinement avec ce qu'elle a permis de mettre en lumière en termes d'incurie du système capitaliste et de l'actualité des idées anticapitalistes et révolutionnaires. Toutefois, ces expériences, ainsi que les nouveaux phénomènes de la lutte de classe en France et internationalement, ont ravivé des débats entamés depuis la fondation du parti en 2009 sur la stratégie révolutionnaire au 21^e siècle, nos priorités d'intervention et d'implantation dans le monde du travail et la jeunesse, ainsi que les contours stratégiques de notre organisation et ses liens avec les autres organisations du mouvement ouvrier. Voilà les questions qui seront au cœur des discussions du prochain congrès. Les textes soumis au vote des militantEs du NPA seront adoptés les 21 et 22 novembre prochains.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Quelle riposte en cette rentrée?

Le Conseil politique national a entamé des discussions sur les conditions de la construction d'une riposte en cette rentrée, face à des capitalistes qui ont repris l'offensive et comptent bien profiter de la crise sanitaire pour accélérer leurs plans : licenciements, restructurations, baisse de salaires, augmentation du temps de travail... Les discussions restent ouvertes sur la manière de regrouper les forces et les différentes bagarres qui voient le jour. C'est un enjeu fondamental pour l'ensemble du monde du travail, la jeunesse qui se mobilise contre le racisme et les violences policières, contre le réchauffement climatique et pour exiger des réponses face à la catastrophe écologique, les femmes qui occupent dans toutes

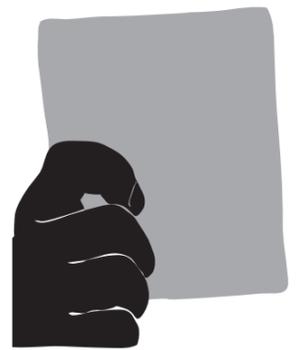
les mobilisations sociales et politiques une place de premier plan. Le Conseil politique national a rejeté une motion sur le TIAN (traité sur l'interdiction des armes nucléaires), visant à engager le NPA – sans réel débat sur le fond – dans une campagne internationale dont une majorité de votantEs ont estimé que le centre de gravité est une interpellation de l'ONU.

Une campagne politique du NPA

Malgré les nouvelles restrictions gouvernementales sur les regroupements et rassemblements, ne servant qu'à masquer le refus de Macron et son gouvernement de mettre de l'argent sur la table pour les hôpitaux et les services publics, le NPA mènera une campagne politique de rentrée autour de mesures d'urgence anticapitalistes et de construction d'une

riposte du monde du travail et de la jeunesse. L'heure est bien à élaborer un plan d'urgence pour notre camp social. Cela a été mis en discussion afin d'en dégager un matériel pour que le NPA mène campagne et soit identifié sur ses propositions.

Juliette Stein



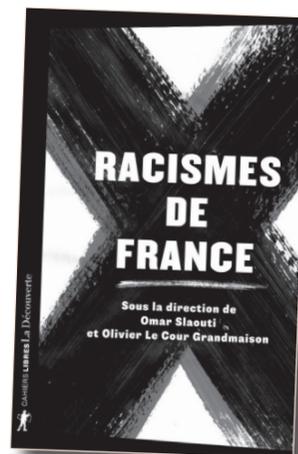
Librairie La Brèche

Rencontre avec Omar Slaouti et Olivier Le Cour Grandmaison autour du livre *Racismes de France*

Quelques jours avant l'arrivée de la marche des sans-papiers à Paris le 17 octobre, nous vous proposons une rencontre avec Olivier Le Cour Grandmaison et Omar Slaouti qui ont dirigé l'ouvrage *Racismes de France* ainsi qu'avec plusieurs co-auteurs et co-auteurs.

Aborder les racismes dans leur réalité française

Contre les reproches qui sont faits aux militantEs antiracistes de vouloir importer les débats spécifiques aux États-Unis, ce livre permet d'aborder les racismes dans leur réalité française. C'est parce qu'il donne des outils pour comprendre et des armes pour combattre qu'il nous semble particulièrement important de le présenter et d'en débattre à la librairie La Brèche.



Le livre comporte 23 contributions, en trois parties :

– D'abord les mécaniques du racisme : le droit xénophobe, les exactions policières et la prison

raciale, une presse qui déverse quotidiennement le poison raciste, les discriminations à l'école, au travail, dans la santé...

– Ensuite les incarnations particulières du racisme : la négrophobie, le racisme anti-tsiganes, anti-asiatiques, l'islamophobie et l'antisémitisme. Mais aussi la constitution de l'État comme État racial et de la construction de la blancheur et des blanc-he-s par le privilège de l'ignorance de leur couleur.

– Enfin la dernière partie du livre est consacrée aux résistances : intersectionnalité, parole noire, rap et littérature, place du sport dans l'émancipation...

**Rendez-vous
le mardi 13 octobre à 19h
à la librairie La Brèche**

27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

**COMMANDEZ TOUS
VOS LIVRES À LA**

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Il y a 20 ans

La « deuxième Intifada » palestinienne

À la fin du mois de septembre 2000, les territoires palestiniens s'embrasent. C'est le début de la « deuxième Intifada » (en référence au soulèvement déclenché à la fin de l'année 1987). Retour, dans cet article, sur les causes, les formes et les enjeux de cette révolte populaire contre l'occupation israélienne, en nous limitant aux premiers mois du soulèvement, avant qu'il entre dans sa phase armée.

À l'instar du récit dominant concernant l'Intifada de 1987 et l'impact de la mort, le 8 décembre 1987, de quatre travailleurs palestiniens, un événement précis aurait joué le rôle de déclencheur du soulèvement de septembre 2000 : le déplacement du responsable politique d'extrême droite Ariel Sharon, le 28 septembre, sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, qui a entraîné de nombreuses manifestations violemment réprimées dans les territoires palestiniens.

Aux racines du soulèvement palestinien

S'il apparaît que la visite d'Ariel Sharon a bel et bien joué un rôle de déclencheur, il serait toutefois très réducteur de considérer le soulèvement qui s'en est suivi comme une réaction spontanée à une provocation israélienne. Un examen des événements des mois qui précèdent septembre 2000 indique en réalité que la « deuxième Intifada » s'inscrit dans un double contexte de multiplication des confrontations entre Palestiniens et armée israélienne et de paralysie du processus négocié. Comme cela avait été le cas en 1987, l'année 2000 a été le théâtre d'une augmentation importante des incidents entre forces israéliennes et Palestiniens, avec notamment des affrontements au mois de mai 2000, à l'occasion des manifestations commémorant la Nakba. Durant la seule journée du 15 mai, quatre Palestiniens sont tués par balle, et 200 blessés, tandis que neuf soldats israéliens sont blessés, dont un par un tir palestinien. Quelques jours plus tard, des manifestations organisées en soutien aux prisonniers palestiniens entraînent également des affrontements armés. Dans le même temps, l'échec du sommet de Camp David (organisé du 11 au 25 juillet 2000 sous le patronage des États-Unis), attribué par le récit dominant à l'inflexibilité de Yasser Arafat, souligne les impasses et les contradictions du processus négocié. Camp David devait déboucher sur un accord définitif, après lequel les Palestiniens ne pourraient plus rien revendiquer. Le Premier ministre israélien Ehud Barak a en effet exigé que l'accord



DR

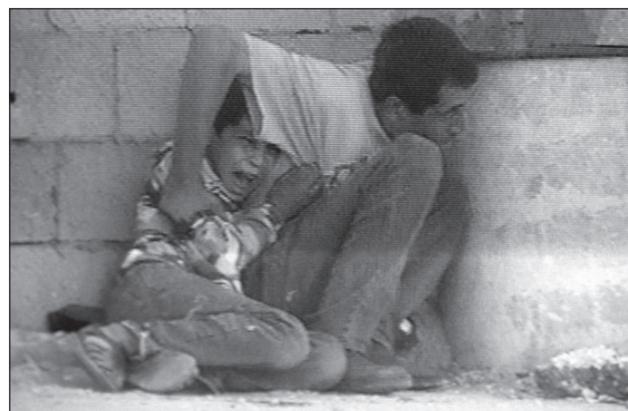
final soit accompagné d'une déclaration palestinienne reconnaissant que le conflit était « terminé ». Cette position pousse à l'extrême la logique des accords d'Oslo, à savoir la substitution d'accords bilatéraux aux résolutions des Nations unies, et l'exigence israélienne de l'acceptation par la partie palestinienne d'un règlement définitif alors que l'occupation se poursuit et qu'un certain nombre de questions essentielles, ici les territoires effectivement sous souveraineté palestinienne, sont repoussées à des négociations ultérieures. Cet improbable alliage entre définitif et provisoire, qui grave dans le marbre le principe selon lequel l'application du droit international n'est pas l'objectif du « processus de paix » mais un objet de négociation, faisait déjà partie de la philosophie d'Oslo. Mais les demandes israéliennes à Camp David équivalent à une reconnaissance explicite, par Yasser Arafat lui-même, de son renoncement à l'application des résolutions de l'ONU, condition inacceptable pour le président de l'AP, a fortiori dans un contexte où le peu de progrès sur le terrain a rendu méfiante et a radicalisé la majeure partie de sa base. La poursuite de la colonisation, la multiplication des incidents avec l'armée israélienne, et la faillite de la stratégie de légitimation de la

direction de l'AP interdisent au leader palestinien de revenir dans les territoires occupés en ayant paraphé un accord en deçà des résolutions des Nations unies et des objectifs proclamés lors de la signature des Accords d'Oslo. La seule solution était donc, pour lui, le refus.

Soulèvement massif, violente répression

Si des Palestiniens se mobilisent le jour de la visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées, c'est le lendemain (le 29 septembre 2000) que le soulèvement débute réellement. On assiste en effet à de nombreuses manifestations dans la plupart des grandes villes palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi à Jérusalem, où cinq Palestiniens sont tués. Le lendemain, les manifestations, et les manifestants, sont encore plus nombreux, et une dizaine de Palestiniens meurent, parmi lesquels le jeune Mohammad al-Dura à Gaza, dont la mort est filmée, images qui vont contribuer à un embrasement généralisé des territoires occupés le 1^{er} octobre. Des manifestations quasi quotidiennes sont dès lors organisées, auxquelles se joignent l'ensemble des forces politiques, et de nombreux dirigeants de l'Autorité palestinienne (AP), au premier rang desquels Yasser Arafat, appellent les Palestiniens à se mobiliser. La répression ne faiblit pas, bien au contraire, et pour le seul mois d'octobre, ce sont 100 Palestiniens qui sont tués lors des incidents avec l'armée israélienne. Au mois de novembre, le nombre de victimes palestiniennes s'établira à 109, soit près de quatre par jour : ce chiffre ne sera plus atteint avant le mois de mars 2002, à la fin duquel débute l'opération « Rempart ». Ces chiffres, de même que ceux du nombre de blessés (10 000 durant le dernier trimestre de l'année 2000) sont révélateurs de deux phénomènes liés : le

caractère massif de la mobilisation dans les premières semaines de la « deuxième Intifada » et la violence de la répression israélienne. Un rapport publié par le quotidien israélien *Maariv* le 6 septembre 2002 révèle ainsi que selon l'état-major israélien lui-même, ce sont pas moins d'un million de balles qui ont été tirées par l'armée durant



les trois premières semaines du soulèvement, soit environ 50 000 par jour en moyenne. Le Palestinian Center for Human Rights (PCHR) a établi que la majorité des blessés de Gaza (1 492 sur 2 500) étaient des jeunes de moins de 18 ans, ce qui témoigne du fait que durant les trois derniers mois de l'année 2000, la mobilisation palestinienne est essentiellement populaire et non le fait de groupes armés isolés. On notera enfin que plus de 90 % des Palestiniens qui sont tués pendant les trois premiers mois de la « deuxième Intifada » ont succombé à des blessures par balle infligées, pour la très grande majorité d'entre eux, lors de manifestations. Au total, on dénombre 272 morts, côté palestinien, durant le dernier trimestre de l'année 2000, et 41 morts côté israélien, dont une majorité de militaires. Ces données statistiques, recoupées avec les témoignages et les articles de presse de l'époque,

permettent de cerner le type de soulèvement, et de répression, auxquels on assiste à la fin de l'année 2000. La « deuxième Intifada » se caractérise avant tout par son caractère populaire et massif, par la participation de l'ensemble des forces politiques palestiniennes aux diverses initiatives (ce qui est montré, entre autres, par la pluralité des affiliations politiques des victimes), et par l'étendue et la rapidité de la répression israélienne, qui témoignent du fait que l'armée s'était préparée à de nouveaux affrontements et n'a pas été, comme en 1987, prise de court. Il est important de noter en outre que si le soulèvement palestinien présente un visage populaire, sa dimension armée est déjà clairement établie. En effet, les 41 victimes israéliennes durant ces trois premiers mois sont à mettre en regard des 43 morts recensés durant les deux premières années de l'Intifada de 1987. Si ces morts sont à situer dans le contexte de violente répression israélienne (272 morts en trois mois, contre 310 pour l'ensemble de l'année 1988), leur nombre indique néanmoins que la partie palestinienne n'est pas, comme en 1987-1989, déterminée à maintenir un caractère absolument non violent à la

protestation. Ce phénomène sera confirmé lorsque la « deuxième Intifada » entrera dans sa deuxième phase, celle de la lutte armée.

Renforcement des contradictions de l'Autorité palestinienne

Si la direction Arafat semble avoir mesuré, à l'été 2000, qu'une nouvelle confrontation d'ampleur avec Israël était inévitable, rien n'indique qu'elle ait planifié ou organisé le soulèvement de septembre 2000, quand bien même elle s'y est en partie préparée. Ledit soulèvement, à l'instar de l'Intifada de 1987, est avant tout l'expression d'une révolte massive de la population palestinienne des territoires occupés contre la politique d'Israël, même si le caractère populaire du soulèvement n'a duré que quelques semaines. L'explosion de septembre 2000 a en réalité placé la direction de l'AP dans une situation inconfortable dans la mesure où elle

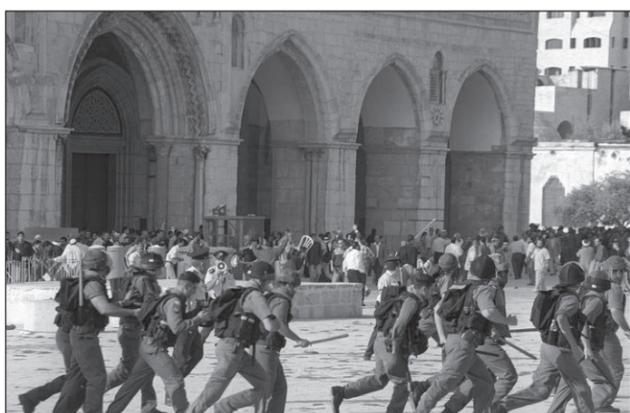


a mis à nu les contradictions inhérentes au processus d'Oslo et à la position de l'AP, ni État ni mouvement de libération nationale. La stratégie suivie jusqu'alors par Yasser Arafat, à savoir une improbable combinaison entre négociations avec Israël et accompagnement de la radicalisation de la société palestinienne, a montré ses limites et a poussé la direction de l'AP à s'adapter à la nouvelle donne induite par le soulèvement et à essayer d'en tirer profit. « *Le déclenchement de l'Intifada a permis à Yasser Arafat de recourir à une tactique familière, peaufinée durant sa longue carrière politique, al-huroub ila al-amam (la "fuite en avant"). Ni initiateur ni planificateur, il a en réalité saisi l'opportunité de l'éruption fortuite d'une crise majeure et d'incidents dramatiques, provoqués par d'autres acteurs, [...] et a ensuite cherché à intensifier et prolonger ces incidents [...] afin d'aboutir à une issue dont il pourrait tirer bénéfice* »¹.

Yasser Arafat n'a pas davantage ordonné la militarisation du soulèvement, qui est avant tout la conséquence de la violence de la répression israélienne et de prises d'initiatives de militants et cadres intermédiaires du Fatah. Il a toutefois essayé de tirer profit des développements de la « deuxième Intifada », faisant le pari de la construction d'un rapport de forces militaire avec Israël afin d'améliorer la position palestinienne dans le cadre des négociations. Cette option s'est avérée être un échec, en raison notamment de l'inflexibilité israélienne (a fortiori après l'élection d'Ariel Sharon), mais également des désaccords de plus en plus notables au sein du noyau dirigeant de l'AP. En effet, si cette adaptation tactique a permis à Yasser Arafat de « resserrer les liens » avec l'appareil du Fatah de l'intérieur et de conserver une certaine légitimité aux yeux de la population des territoires occupés, elle a accéléré son isolement sur la scène internationale et favorisé la remise en question de son autorité au sein même de la direction de l'AP. L'exacerbation des rivalités au sein de cette direction se manifestera notamment par les appels à la « réforme » et par la prise de distance de plus en plus visible de Mahmoud Abbas, « chef de file des opposants à l'Intifada », à l'égard de Yasser Arafat.

Julien Salingue

1 – Yezid Sayigh, « Arafat and the anatomy of a revolt », *Survival*, vol. 43, n° 3, 2001, p. 47-60.



DAVID DUFRESNE « Le contrôle démocratique de la police doit être enclenché »

Entretien. Cinéaste et écrivain, **David Dufresne** vient de réaliser un film indispensable : « Un pays qui se tient sage », consacré aux violences policières de ces dernières années et présenté en avant-première en sa présence lors de notre dernière université d'été. Nous l'avons rencontré une nouvelle fois alors que son film arrive dans toutes les bonnes salles mercredi 30 septembre.

Suite à tes précédents travaux écrits ou autres (« Allo place Beauvau », etc.), personne ne sera étonné du sujet de ton film. Mais pourquoi ce support, un film de cinéma, plutôt que d'autres canaux de diffusion peut-être plus grand angle (documentaire télé par exemple) ?

J'ai expérimenté ces quinze dernières années le travail à la télévision, et sur le web. Il y a évidemment des îlots de liberté, des endroits d'intelligence, mais grosso modo, un formatage règne à la télévision, sur la forme comme sur le fond. Les documentaires politiques à la télévision sont, à quelques exceptions près, le fruit de beaucoup de tractations, de compromis. Nous, on voulait foncer. Si des télévisions achètent le film, fort bien, mais on voulait d'abord faire le film que l'on avait envie de faire... sans demander l'autorisation.

Pour ton film, tu as fait le choix de « disparaître » derrière un dispositif où dialoguent des personnes assumant des positionnements différents autour de la question des violences policières (militantEs, chercheurEs engagés, syndicalistes policiers, etc.). Je suppose que ce n'est pas la recherche d'une prétendue neutralité que tu visais en organisant de telles confrontations...

Ce n'est effectivement pas une recherche de neutralité : en matière de cinéma ou même de journalisme, la neutralité n'existe pas. Ou alors, elle serait coupable (rires). En revanche, je crois en l'honnêteté intellectuelle. Je peux être très critique du travail des policiers, mais ressentir la curiosité de les entendre. C'est Jacques Brel qui disait « Faut aller voir »... Il fallait briser le format de l'interview, avec l'intervieweur qui pose des questions, l'interviewé qui répond et qui essaye de faire plaisir à son intervieweur, car si cela amène de la connaissance, ça ne brille pas forcément dans les yeux, ça ne vibre pas... L'idée, c'est d'être le plus possible au naturel, au plus près de la vérité des gens. Je m'efface dans l'image et le son, car j'ai estimé qu'après le roman publié il y a un an, *Dernière sommation*, où je parlais de comment j'avais traversé ces événements, je pensais plus intéressant de proposer une analyse collective en laissant à d'autres la parole. L'idée de la confrontation, oui, mais on voulait éviter le clash, la punchline. Même quand Benoît Barret du syndicat policier Alliance et le journaliste Taha Bouhafs se rencontrent, on sait bien que tout les oppose, mais ils ne sont pas dans l'invective.

Le fil conducteur du film, c'est la phrase de Max Weber, « l'État revendique le monopole de la violence physique légitime ». En quoi pour toi, ce que nous avons vécu ces dernières années éclaire cette citation ? Qu'est-ce que les violences policières nous disent de l'État et de son rôle ?



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Cette phrase, à la fois fulgurante et modeste, est fondamentale. Avec elle, tu peux interroger l'État, la violence légitime, le monopole, et, pour moi, le mot pivot : « revendique ». Si l'État revendique, cela veut dire qu'il y a négociation. Les violences policières ne sont pas nées avec l'iPhone ou les Gilets jaunes, les lecteurs de *L'Anticapitaliste* le savent. En revanche, cela devient un enjeu dans le débat public parce que c'est documenté, sourcé, répété. C'est intéressant de reprendre la phrase du sociologue allemand pour se rendre compte que ce qui fait la légitimité des violences policières, c'est la légitimité du pouvoir. Or le président n'est pas majoritaire, bien des maires ne le sont pas, comme on l'a vu lors des dernières municipales. Tout cela pose la légitimité de la démocratie représentative. Cette sentence de Weber apparaissait de plus en plus à la télé dans les débats sur la police et le maintien de l'ordre sans être discutée : la preuve c'est Darmanin lui-même qui l'a raccourcie en disant « La police exerce une violence, certes légitime, mais une violence, et c'est vieux comme Max Weber ! »... L'idée était de reprendre cette phrase, communément employée, et de la décortiquer.

Le titre du film renvoie directement aux paroles d'un policier face aux lycéenEs de Mantes-la-Jolie en décembre 2018. Peux-tu nous parler du lien que tu peux tisser entre les violences policières, les quartiers populaires et d'autres questions dont celles du racisme ? Ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie, c'est un moment terrible et éclairant du maintien de l'ordre. Cela renvoie à des images coloniales que l'on ne peut pas laisser passer, et cela permet aussi de montrer qu'il y a une continuité. Les violences policières lors du mouvement des retraites, des Gilets jaunes, etc. sont l'héritage de 40 ans de maintien de l'ordre dans les quartiers. L'autoritarisme, l'abus de pouvoir, ça remonte à loin, mais en réalité à juste de l'autre côté du périphérique, c'est tout près. En 2018 et 2019, la France a découvert la violence de sa police à l'échelle nationale. Le titre du film est une façon de dire que l'on n'est pas dupe, que tout cela ne date pas de novembre 2018, début

du mouvement des Gilets jaunes. La question du racisme n'est pas abordée dans le film, puisque son cœur est la question du maintien de l'ordre face à la contestation sociale, mais la séquence longue dans le film, c'est bien sur Mantes-la-Jolie. Et depuis que l'on a terminé le film, il y a tous les mois des révélations : enfin des policiers parlent et racontent le racisme, de l'intérieur. Et si cette parole de l'intérieur se multiplie, ça va devenir très problématique pour l'institution.

Lors du débat qui a suivi la projection à l'université d'été du NPA, a émergé dans la salle une discussion sur ce qu'il faut faire de la police. Quel est ton avis sur cette question ?

J'avais été très agréablement surpris par la teneur des débats à votre université d'été. C'était l'une des toutes premières projections et le fait que, dans la même salle, les gens puissent discuter soit de la réforme de la police, soit de son abolition, soit d'une recherche de fraternisation possible, c'est réussi pour le film qui est là exactement pour esquisser des pistes. Le film soulève des questions mais n'apporte pas de solution toute faite. La meilleure des réponses, c'est de dire que la police ne doit pas rester à la police, dans le sens où le contrôle démocratique de la police doit être enclenché. À partir du moment où il y aura une réflexion collective sur la place et le rôle de la police, on pourra alors discuter de son démantèlement, etc. J'aimerais donner à réfléchir, apporter un peu de carburant, ce n'est pas à moi de dire où l'on doit aller. Personnellement, j'ai un goût pour le pragmatisme : aujourd'hui, réfléchir au rôle et aux moyens de l'IGPN, c'est à portée de main, l'on peut modifier cela. Aborder la question de l'abolition, cela me semble bien plus compliqué, ce qui ne veut pas dire que cela

ne doit pas être fait, mais cela me semble moins facilement audible. Cela n'est pas vrai que la police d'aujourd'hui est la même qu'il y a deux siècles, mais cela n'est pas vrai non plus que les révolutions se passent de police : dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, il est bien dit que « La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique ». Durant la Commune de Paris, les communards ont bâti eux-mêmes leur propre police. Chez les révolutionnaires, il y a donc plusieurs courants. Rien n'est gravé dans le marbre.

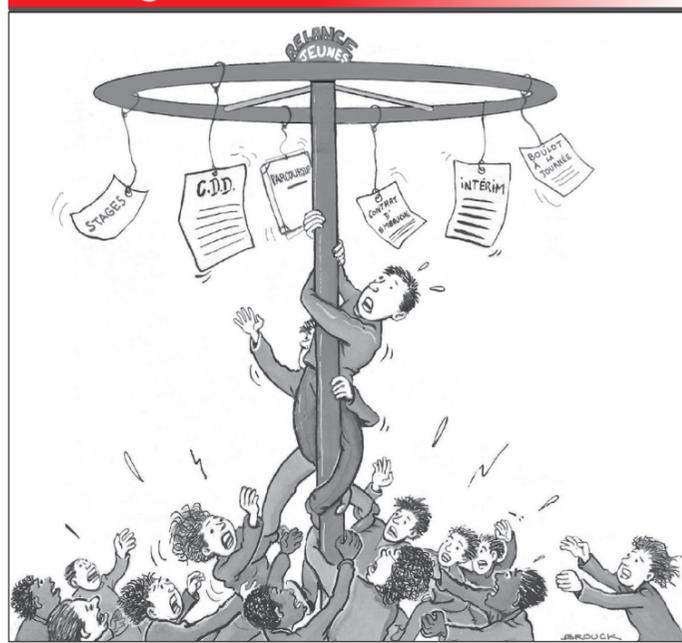
Qu'attends-tu comme effets de la diffusion de ton film et des débats qu'il nourrit ?

Que le film existe et semble rencontrer son public, c'est une bonne nouvelle, pour le film, mais surtout pour le débat public. Ça illustre surtout que, contrairement à ce que l'on raconte sur les plateaux télé, il y a un vrai problème avec la police. Et cela montre qu'il y a des gens qui veulent réfléchir à cette question. Si le film peut participer à cette appropriation – avec des livres, d'autres films, des prises de position – là ce sera gagné !

Propos recueillis par Manu Bichindaritz



L'image de la semaine



Vu ailleurs

LUBRIZOL, UN AN APRÈS: NI OUBLI NI PARDON.

Samedi 26 septembre, un millier de personnes, selon les organisateurs et 580 selon la police, ont manifesté à Rouen, un an après l'incendie de l'usine Lubrizol, classée Seveso seuil haut. Ils répondaient à l'appel du collectif de victimes regroupant une cinquantaine d'associations. Ils ont encore en mémoire le ciel recouvert de l'épaisse fumée noire et demandent la vérité et la justice aux pouvoirs publics.

Devant l'usine Lubrizol, Christophe Holleville du collectif des victimes dénonce « le sketch » de la veille, où lors de la réunion à la métropole, Bruno Leclerc, le président du collectif, a été empêché d'entrer malgré son invitation. Pire, il dénonce le vol la veille du dossier des victimes. La vitre de son camion a été fracturée et seul ce dossier a été volé. Il a été retrouvé le lendemain sur les bords de la Seine par un sans-domicile, qui l'a déposé dans les locaux de France Bleu.

Devant l'usine Lubrizol, au début de la manifestation. Plusieurs collectifs et partis étaient présents comme le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Greenpeace ou les Verts. [...]

La banderole en tête de la manifestation au départ de l'usine Lubrizol indique « Lubrizol coupable ». Dans le cortège, un slogan revient « Et hop, Lubrizol, et nos poumons s'envolent ! » Un autre slogan revient tout le long de la manifestation : « Lubrizol coupable, État complice ! » entonné par les centaines de personnes présentes.

Adrien, 31 ans, est prof. Habitant de la rive droite de Rouen, il a été réveillé par l'explosion. « Je n'ai pas trop compris, au départ, j'étais juste étonné de l'absence de sonnerie. Aujourd'hui, je suis là pour trois raisons : tout d'abord pour un changement dans la philosophie de la gestion des risques, ensuite pour que l'on arrête la sous-traitance dans des usines classées Seveso et, pour finir, pour qu'on implique enfin les citoyens dans ces questions. Nous habitons à quelques kilomètres et jamais on n'a reçu la plaquette d'information Seveso. » [...]

Sur le pont Jeanne-d'Arc, des militants d'Extinction Rebellion ont placé leurs bras dans des blocs de béton. La police les a délogés, en coupant leurs liens à la scie circulaire. La manifestation du collectif des victimes de Lubrizol a tenté de les rejoindre, en vain. [...]

Fin de manifestation devant la préfecture de Rouen. Deux slogans fusent, à l'adresse du préfet : « Sortez Durand » (« du rang ») ainsi que « Pierre André Durand, on vient te chercher chez toi ». Lors de la manifestation, sa gestion des événements a été particulièrement critiquée.

Louis Witter, « Un an après Lubrizol, les Rouennais manifestent pour la vérité », *Reporterre*, 28 septembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755
Date : Signature obligatoire :